



SOMMAIRE

- ▼ INTRODUCTION
- ▼ VISA : QUI SOMMES-NOUS ?
- ▼ LE FN ET LA LOI TRAVAIL, ...
LE GRAND ÉCART ÉLECTORALISTE.
- ▼ PROGRAMME ÉLECTORAL DU FN POUR 2017 :
RIEN DE BON POUR LES SALARIÉ-E-S !
- ▼ LUMIÈRE SUR MAIRIES BRUNES :
LES CHRONIQUES N°7 (*JANVIER À JUIN 2016*)
- ▼ FN ET ÉCOLE, ENTRE RUPTURE ET CONTINUITÉ.
- ▼ LA PROCHAINE BROCHURE DE VISA
DISPONIBLE EN JANVIER 2017
- ▼ VISA A DÉJÀ PUBLIÉ ...

INTRODUCTION

Parce qu'il est toujours nécessaire d'apporter des réponses syndicales face au Fn et à toute l'extrême-droite, voici un petit fascicule / argumentaire réalisé par les militant-e-s de VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes). Cet argumentaire est destiné aux militant-e-s syndicaux pour qu'ils puissent répondre encore plus facilement, exemples à l'appui, aux salarié-e-s qui se trompent de colère en s'appêtant à voter Fn en 2017.

Face à la montée régulière des scores électoraux du Fn et contre la « lepénisation » des esprits, les postures morales sont aujourd'hui insuffisantes. Il faut sans relâche contre argumenter les prises de positions « économiques et sociales » du parti fasciste qu'est toujours le Fn, illustrer par la mémoire des faits la continuité idéologique du Fn assise sur le racisme, l'autoritarisme et le nationalisme, dénoncer les fausses solutions « nationales-sociales » préconisées par le Fn, opposer aux slogans réducteurs du Fn des analyses certes plus complexes mais néanmoins évidentes à comprendre et à faire comprendre.

Ce fascicule ne prétend pas apporter des réponses clefs en main à toutes les incursions de l'extrême droite sur le terrain social. C'est une boîte à outils, un recueil d'expériences, un encouragement au travail syndical unitaire, un vaccin contre la résignation, un instrument pour le travail de proximité avec les salarié-e-s.

Sur quatre sujets importants en ce moment, Loi travail, Education nationale, gestion municipale, présidentielles 2017, le Fn a des positions bien tranchées et radicalement opposées aux valeurs que nous portons. Les analyser et les déconstruire sont essentiels dans l'intérêt des salarié-e-s, ce doit être une des priorités du mouvement syndical.

Mais ne perdons pas de vue que l'extrême droite aurait forcément moins d'audience si la situation économique et sociale était moins sclérosée par la crise du capitalisme financier et par le libéralisme arrogant.

Si le combat contre le fascisme doit être politique, syndical et associatif, il passe aussi par les mobilisations du monde du travail contre les politiques d'austérité et par la lutte contre les injustices.

La meilleure façon de commémorer les 80 ans du Front Populaire serait sûrement d'adapter à notre époque la motivation ouvrière de juin 36 : Revendications populaires et non négociables, antifascisme, unité syndicale et convergence des luttes après les élections.

QUI SOMMES-NOUS ?

VISA est une association intersyndicale composée d'une cinquantaine de structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT et le syndicat de la Magistrature.

Les militants de VISA, depuis 1996, recensent, analysent, dénoncent, les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national sur le terrain social. VISA se veut être un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Les 17,9% de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, confirmés, voire amplifiés lors des scrutins suivants montrent que le discours fasciste s'est installé durablement dans la société française. Cette situation ne peut nous laisser indifférents tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le FN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par nos organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudos solutions du FN qui consistent à dresser les uns contre les autres les précaires, les immigrés, les chômeurs et ceux qui ont un emploi. Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quels que soient son origine ou son statut.

Ce combat antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet. Autant que possible, cette contre offensive syndicale doit se faire dans l'unité la plus large. VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue :

- ▼ En informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure.
- ▼ En analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
- ▼ En relayant sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.
- ▼ En dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein et hors des entreprises.
- ▼ En se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans papiers.
- ▼ En aidant, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc.), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié-e-s les propositions prétendues sociales de l'extrême droite.
- ▼ En alertant sur la présence dans les structures syndicales de militants d'extrême droite se prétendant responsables syndicaux. ▼



**SOUS LE VERNIS "POPULAIRE"
LE VRAI VISAGE DU FN**

-8-



**LE FN : PIRE ENNEMI
DES TRAVAILLEURS/SES !**

WWW.VISA-ISA.ORG / ASSOVISABIS@GMAIL.COM / ASSOCIATION VISA 

LE FN ET LA LOI TRAVAIL ...

LE GRAND ÉCART ÉLECTORALISTE.

Lors des débats et des controverses sur la loi travail, le FN a fait preuve d'une certaine discrétion. On peut trouver quelques prises de position dans les communiqués, les discours ou les interventions dans les médias, mais il convient d'en lire les sous entendus et les contradictions.

Dans l'affichage aux médias, la ligne semble claire : condamnation de la proposition de loi. A y regarder de près, les choses ne sont pas si simples. Deux lignes s'affrontent. La ligne « officielle » du parti dénonce et demande son retrait : « *Oui bien sûr, je veux le retrait, et le FN veut le retrait de cette loi ...* » (Florian Philippot, RTL, le 2 mai 2016), « *La position du FN est très claire. Ce texte doit être rejeté en bloc* » (Aurélien Legrand, France Bleue, le 4 mai 2016). Et encore le communiqué du Front National de la Jeunesse : « *La loi Travail ne doit pas être modifiée ou compensée par quelques mesurette, mais bel et bien retirée !* » (11 avril 2016).

Mais, de son côté, Marion Maréchal Le Pen, avec quelques autres, ne trouve pas que des inconvénients à ce projet : « *Ce serait quand même dommage de passer à côté de l'opportunité de prendre des mesures qui vont dans le sens des aspirations des entreprises...* » (France Inter le 9 mars 2016). Les 'jeunes actifs patriotes' du Collectif Audace, créé en 2014 au sein du rassemblement Bleu Marine, lui servent de force de proposition : « *Nous nous sommes efforcés de faire remonter les principales préoccupations et remarques des entrepreneurs, chefs d'entreprise, cadres, actifs de professions libérales et indépendants que nous côtoyons tous les jours, ces hommes et ces femmes ancrés dans le pays réel* ».

On peut noter que de nombreux amendements proposés par le collectif Audace sont une attaque en règle des droits syndicaux : recours au référendum d'entreprise, abandon de la mise à disposition de locaux syndicaux, réduction de 20 % des heures de délégations syndicales et justification de leur usage, limitation du nombre et du temps des mandats des représentants du personnel ... (Loi El Khomri sur le Travail : Analyse, commentaires et propositions d'amendements, texte daté du 28 avril 2016). Soulignons également que le collectif ' Front syndical ' n'a aucune visibilité nationale, et ne vivote que dans un département : la stratégie de recrutement de militants syndicaux n'a pas pu être transformée en force organisée dans ou autour du FN, à l'instar d'autres collectifs. Au delà des divergences tactiques, c'est bien entendu deux tendances qui s'affrontent : le « nouveau FN » dédramatisé et cherchant à rallier les classes populaires contre le FN des origines, poujadiste et ultra libéral.

LES COMMUNIQUÉS ET DÉCLARATIONS DU FN SUR LA LOI TRAVAIL CHERCHENT PRIORITAIREMENT À SÉDUIRE LES SALARIÉS. MAIS ILS RATISSENT LARGE ET PROFITENT SURTOUT DE LA TRIBUNE POUR PILONNER LEURS THÈMES HABITUELS.

Au premier chef, la lutte contre l'Europe. « *La loi El Khomri n'est que le nom donné à une exigence de l'Union européenne. Quand on ferraille contre cette loi, il faut donc aussi ferrailer contre l'Union européenne* »... (Marine Le Pen, le 9 mars 2016). Mais aussi, bien sûr, la lutte contre l'immigration et l'Islam : « *Aborder le sujet des charges reviendrait à soulever le grand tabou du poids conséquent de l'immigration massive sur l'ensemble de nos comptes sociaux* » (Nicolas Bay, le 11 mars 2016). « *Le recul très inquiétant de la Laïcité dans le monde du travail [est une des] mesures portées par la loi El Khomri* » (Florian Philippot, le 31 mars 2016).

IL S'AGIT AUSSI ET SURTOUT D'ALIMENTER LA MACHINE ÉLECTORALE ET DE DONNER DES GAGES À TOUS CEUX QU'ON VEUT SÉDUIRE, MÊME QUAND LEURS INTÉRÊTS SONT CONTRADICTOIRES.

- 10 -

Les salariés et les précaires : La loi apportera « *la précarisation généralisée des travailleurs* »... et nuira « *à la société sans rien lui apporter en termes d'emplois et de richesses* » (Florian Philippot le 31 mars 2016). « *La seule chose que créera la loi travail, c'est des travailleurs pauvres, et de la précarité* » (Aurélien Legrand, France Bleue, le 4 mai 2016). Mais aussi les employeurs : « *... Il apparaît clairement que le sort et les intérêts de nos entreprises, accablées de taxes et d'impôts et en proie à des surcharges administratives qui les freinent dans leur développement, n'entrent nullement dans les considérations de ce gouvernement. Ce sont toujours les calculs politiques qui prennent le pas sur l'intérêt général* » (Nicolas Bay, le 16 mars 2016).

Il s'agit surtout, rappelant le socle poujadiste originel du FN, de la défense des petites entreprises contre l'État : « *Combien de temps regarderons-nous nos TPE, PME et PMI disparaître sous l'effet d'une profonde injustice fiscale : il faut alléger la taxation qui pèse sur elles et se battre contre l'optimisation fiscale des grands groupes multinationaux* » (communiqué du FN, 25 mars 2016).

Le FN veut embrasser large. Il se présente comme le défenseur des femmes, « *Cette loi frappera d'abord là encore les femmes, premières victimes des petits boulots précaires, à temps partiel subi !* » (Discours de MLP 1^{er} mai) et des jeunes, « *le Front National de la Jeunesse, premier mouvement jeune de France, dénonce le mépris du gouvernement face aux revendications réelles de la jeunesse* » (communiqué du 11 avril 2016).

Il tente de récupérer les luttes qui se développent : « *La colère des Français est donc plus que jamais légitime* » (Florian Philippot, communiqué du 31 mars), « *La colère jeune contre cette énième trahison de François Hollande est légitime.* » (communiqué du FNJ le 30 mars). Mais proclame son soutien à la police « *...Il faut rétablir l'ordre, faire appliquer la loi, donner des ordres et des soutiens, et des moyens aux forces de l'ordre pour éviter que ça dégénère, parce que ça risque de dégénérer bien plus* » (Florian Philippot, sur RTL le 2 mai 2016).

Il en profite pour redemander la fermeture des frontières : « *On sait qu'il y a des groupes constitués, des casseurs d'extrême gauche qui viennent parfois d'Angleterre, des Pays Bas, d'Allemagne. Il faut pour cela avoir des frontières nationales pour leur interdire le territoire français.* » (id.) et pour attaquer les antifascistes : « *Le gouvernement ... aurait dû dissoudre depuis bien longtemps ces milices antifa et autres qui attaquent nos policiers, qui attaquent les gens dans la rue, et qui sont de véritables criminels en réalité.* » (David Rachline sur LCP le 3 mai 2016).

La motion de censure a été votée par les deux députés FN, Marion Maréchal Le Pen et Gilbert Collard. Ils commentent ainsi leur vote : « *La déroute de l'Exécutif aggrave chaque jour la crise profonde que subit notre pays. La France et les Français ne peuvent pas attendre une année supplémentaire, l'urgence s'impose de dissoudre l'Assemblée nationale* » (communiqué du 13 mai).

IL EST CLAIR QUE LE DÉBAT SUR LA LOI TRAVAIL A SURTOUT ÉTÉ POUR LE FN L'OCCASION D'ENGAGER LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE.

Le discours du 1^{er} mai de Marine Le Pen le montre sans fard : « *Nous rassemblons, nous nous renforçons, nous travaillons sans relâche et, en ce qui me concerne, mon objectif est clair : la France apaisée ... Comment la France serait-elle apaisée quand chacun craint le chômage et la pauvreté ... Comment le serait-elle avec la Loi El Khomri, écrite dans un bureau de Bruxelles sous la dictée des puissances d'argent... En ce qui nous concerne, sachez que nous ferons tout en tout cas pour vous donner, vous redonner le goût de l'engagement citoyen et du débat public... Nous parlerons Santé, nous parlerons école, nous parlerons environnement, nous parlerons emploi, retraites, immigration, terrorisme, Europe, francophonie, culture, jeunesse, droit des femmes, innovation, fiscalité. Nous parlerons de vous et de notre projet pour vous !* »

C'EST BIEN LA CAMPAGNE 2017 QUI EST LANCÉE, ET LES SALARIÉS EN SERONT LA CIBLE PRIORITAIRE.



**PAS UNE VOIX
POUR LE FN !**

SALARIÉS

FEMMES

CHOMEURS

JEUNES

FRANÇAIS

IMMIGRÉS

RETRAITÉS

HOMOSEXUELS

**NOTRE ENNEMI COMMUN
C'EST LE FRONT NATIONAL !**

WWW.VISA-ISA.ORG / ASSOVISABIS@GMAIL.COM / ASSOCIATION VISA 

PROGRAMME ÉLECTORAL DU FN POUR 2017 : RIEN DE BON POUR LES SALARIÉ-E-S !

Dans une interview accordée à 'Valeurs Actuelles', le 7 juillet 2016, journal bien connu pour diffuser les idées de la droite dure et de l'extrême droite, Marine Le Pen dévoile une partie de son programme électoral pour 2017. Opportunisme, racisme, stigmatisation de l'islam, patriotisme replié, fin des 35 heures, abrogation du mariage pour tous, allongement de la durée de cotisation pour la retraite, pas d'augmentation du Smic... Rien de nouveau pour le parti frontiste et rien de bon pour les salarié-e-s ! De plus, elle voterait Trump, si elle était américaine, ce qui ne nous étonne pas du tout !

OPPORTUNISME

Au sujet de la loi travail, le FN annonce qu'il votera la motion de censure, mais il n'y en a pas eu de déposée au deuxième passage. Ce clin d'œil aux salarié-e-s opposé-e-s aux reculs voulus par le gouvernement n'est en fait qu'un trompe l'œil !

Alors qu'une grande majorité de la population est opposée à cette loi, le FN déclare les soutenir mais oublie de rappeler que ses députés et sénateurs souhaitaient déposer des amendements pour la rendre encore plus libérale. Ces amendements, qui correspondent au fond idéologique d'un « FN pro-capitalisme français », soutenant plus les intérêts des petits patrons que ceux de leurs salarié-e-s (voir le paragraphe sur le Smic), ont été retirés in extremis sous pression du bureau politique du FN par pur esprit d'opportunisme.

RACISME

Marine Le Pen déclare ne pas avoir de vision raciale du peuple français car il y a des « noirs français dans les îles ». Elle déclare, dans la foulée, qu'elle est une adversaire résolue du droit du sol, et qu'elle est favorable à la suppression de la double nationalité. En résumé, dès qu'elle arrive au pouvoir, aucun « non blanc » ne pourra devenir français.

Et, comme depuis les origines du FN, elle martèle qu'il faut stopper et récupérer les dépenses exorbitantes de l'immigration associées à la fraude sociale, sans parler bien entendu des cotisations non reversées par certains employeurs.

Dans cette interview, l'expression « *submersion migratoire* » est également mise en avant, associée à « *l'insécurité insupportable* ». Vous avez dit dédiabolisation ?

STIGMATISATION DE L'ISLAM

« Les français juifs de bonne foi n'ont pas une seule raison d'être inquiets du FN, c'est le seul à avoir la capacité, le courage et la volonté d'éradiquer le fondamentalisme islamiste ». Par contre, les juifs de mauvaise foi ont du souci à se faire ... Quant à la capacité, au courage et à la volonté des nerfs du FN de lutter contre les musulmans, nous l'avons déjà vu à l'œuvre avec les ratonnades des ' identitaires ' et les opérations « saucisson pinard » ou fête du cochon à Hayange notamment.

PATRIOTISME REPLIÉ

Dopée par le Brexit, Marine Le Pen a annoncé un « Printemps des Patriotes » ! Mais on ne sait toujours pas, au-delà des incantations habituelles, pourquoi la sortie de l'Europe serait un plus pour les salarié-e-s, ni pourquoi une souveraineté française suffirait à améliorer leur sort.

FIN DES 35 HEURES

Le programme 2017 du FN prône le retour aux 39 heures, négocié branche par branche. Pas besoin de longs commentaires, sauf à répéter que les organisations syndicales ont là une raison fondamentale de plus de lutter contre l'audience du FN.

- 14 -

ABROGATION DU MARIAGE POUR TOUS

Appelé mariage homosexuel, histoire de bien stigmatiser une partie de la population, le mariage pour tous sera abrogé par le FN mais le Pacs sera amélioré pour tenir compte des problématiques fiscales et patrimoniales.

Après avoir voulu opposer les Français et les étrangers, le FN tente aussi une division de la population en ne donnant pas les mêmes droits à tout le monde. C'est un exemple très parlant de la nature profonde du parti d'extrême droite, loin de sa « vitrine électorale » ?

ALLONGEMENT DE LA DURÉE DE COTISATION POUR LA RETRAITE

En utilisant une sémantique habile, Marine Le Pen déclare que si, malgré les fortes économies à faire sur les dépenses néfastes de l'Etat, le système de retraite reste fragile et en danger, alors les Français accepteront les sacrifices qu'on leur demandera en augmentant la durée de cotisations.

En résumé, le FN a comme « revendication » la retraite à 60 ans avec 40 ans de cotisations mais il est prêt à l'abandonner dès qu'il arrivera au pouvoir.

PAS D'AUGMENTATION DU SMIC

« Nous n'avons jamais proposé une augmentation du Smic payée par les entreprises ». « Nous sommes les défenseurs des TPE et PME », « Prise en charge par l'Etat de 200 euros de la part salariale des cotisations sociales jusqu'à 1,4 smic, financée par une contribution à l'importation de 3 % ». Dans le programme du FN, il n'y a donc aucune

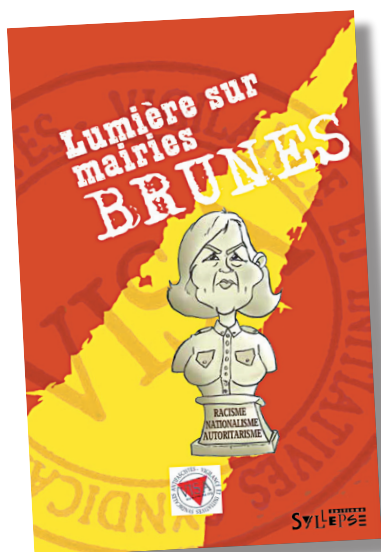
volonté de mieux répartir le produit du travail en direction des salarié-e-s, mais plutôt un affichage d'augmentation des salaires reposant sur une hypothèse complètement hasardeuse : une taxe sur les importations. Et si elle rapporte moins que prévu à cause d'une barrière douanière répulsive ? Et quelle justification à la taxation de produits que nous devons impérativement importer puisque nous n'en disposons pas sur notre territoire ?

De plus si l'on comprend bien, l'Etat compenserait une fois de plus un allègement de cotisations sociales, cette fois des salarié-e-s, comme il le fait avec celles des employeurs depuis plus de 20 ans, avec le succès que l'on connaît du côté de l'emploi ? Et si cette compensation était un jour compromise ? Quid de la garantie des droits sociaux pour les salarié-e-s ? A quoi servirait cette hausse de salaire si les salarié-e-s devaient eux-mêmes « s'assurer »... ? Sinon à les appauvrir et à enrichir les compagnies d'assurance ...

En conclusion, rien ne change dans le programme du FN, il est toujours contraire aux intérêts des salarié-e-s. Et lorsque Marine Le Pen déclare qu'elle « *tend la main à Nicolas Dupont-Aignan et à Philippe de Villiers* », elle prouve qu'elle se situe bien à l'extrême droite de l'échiquier politique, et certainement pas en dehors ou au-dessus.

Mais le plus inquiétant est qu'elle réaffirme avoir une vision démocratique et républicaine, alors que nombre de décisions prises dans les 15 mairies d'extrême droite indiquent le contraire. La conquête du pouvoir par les moyens légaux existants est toujours affichée, mais les revirements à prévoir une fois le FN installé à la tête de l'Exécutif sont aussi déjà écrits.





NE TARDEZ PLUS, COMMANDEZ ...

«LUMIÈRE SUR MAIRIES BRUNES» !

Garder la mémoire ... Pour mieux combattre la progression de l'extrême droite dans les têtes et dans les urnes. Garder la mémoire ... Pour démontrer que le Front national n'a pas changé depuis 1972, qu'il est toujours un parti raciste, xénophobe, nationaliste et féroce hostile à l'action syndicale.

Composé par Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (VISA), ce livre est une «boîte à outils». On y trouve le récit détaillé des faits et méfaits du Front national et de ses alliés au terme d'une année d'exercice du pouvoir municipal dans les quinze villes qu'ils occupent depuis le printemps 2014.

Si depuis cette date, le FN ne transforme pas brutalement les villes conquises en laboratoires d'expérimentations fascistes, il n'en demeure pas moins que nombre de leurs délibérations sont marquées du sceau de la destruction des politiques sociales, du racisme, de la stigmatisation des étrangers et des populations d'origine immigrée et de la mise au pas des opposants.

Attaques frontales contre la culture, baisses drastiques des subventions aux associations non soumises, surarmement des policiers municipaux, noms de rues changés, appropriation et falsification de symboles ouvriers, fonctionnaires territoriaux mis sous pression, ségrégation dans l'attribution des logements sociaux... Tel est le quotidien dans les municipalités brunes dont ce livre dresse le catalogue accablant, mais indispensable pour amplifier la riposte.

On peut également y découvrir les analyses et communiqués de VISA ainsi que les expressions syndicales (CGT, Solidaires, FSU, CFDT) et intersyndicales qui sont autant de coups de projecteurs sur les réponses à apporter aux incursions du FN sur le terrain social. La lecture de ce livre permettra à chacun-e de contrer les discours haineux et la démagogie sociale de l'extrême droite.

PASSEZ COMMANDE DÈS MAINTENANT EN L'ADRESSANT PAR COURRIER (AVEC LE CHÈQUE) À : VISA 80-82 RUE DE MONTREUIL 75011 PARIS

Tarif dégressif par tranche : - de 1 à 10 exemplaires : 5 € l'unité
 - de 11 à 100 : 4 € l'unité (commande par tranche de 10)
 - au-delà de 100 : 3 € l'unité (commande par colis de 50)

Vous pouvez également commander, (voir les modalités sur www.isa-isa.org) :

- ▼ 'Contre le programme du FN, un argumentaire syndical' (2 €) paru en 2012.
- ▼ 'Barrage syndical antifasciste' (2 €) paru en 2014.
- ▼ 'FN, le pire ennemi des salarié-e-s', épuisé, reste téléchargeable sur notre site.

LUMIÈRE SUR MAIRIES BRUNES

LA MÉMOIRE DES FAITS ET MÉFAITS
DE L'EXTRÊME DROITE AU POUVOIR



- CHRONIQUES N°7 -
(JANVIER À JUIN 2016)



Cette chronique, la septième du genre ^(*), relate les derniers dérapages de l'extrême droite au pouvoir pendant le premier semestre 2016. Les mairies occupées sont auscultées une à une dans l'ordre suivant : Hayange, Hénin-Beaumont, Beaucaire, Béziers, Marseille, Orange, Bollène, Camaret-sur-Aigues, Mantes-la-Ville, Villers-Cotterêts. Celles du Var font l'objet du paragraphe final, conclu par la dernière action du CODEX 83 (COordination Départementale contre l'EXtrême droite).

- 18 -

Deux ans après les élections municipales, selon un décompte publié par 'Libération', 230 conseillers municipaux FN sur les 1600 initialement élus auraient tourné le dos au parti frontiste. Cela correspond à une proportion de 15 %. La direction du FN, quant à elle, ne reconnaît qu'une perte de « 8 % à 10 % »...

HAYANGE

Après celle du 19 mars 1962, le maire détourne la commémoration du 18 juin 1940

Fabien Engelman n'a honte de rien. Cette année, à plusieurs reprises, il a dévoyé des commémorations historiques pour y délivrer ou faire délivrer un « *message personnel* », message dont le contenu est belliqueux, et clairement dirigé contre l'islam en tant que tel. Ainsi, à la suite du message officiel rédigé par le Secrétariat national aux anciens combattants pour la cérémonie commémorative du 18 juin 1940, le maire FN a tenu à lire son propre texte. Le contenu, relevé par le journal régional 'Le Républicain Lorrain', est un tissu de propos haineux contre « *l'islamisation de la France* » ainsi que le prétendu déclin des valeurs et traditions.

Le 19 mars 2016, le FN avait déjà ouvertement perturbé la cérémonie de la « Journée du souvenir », consacrée à la fin de la guerre d'Algérie et organisée par la FNACA (Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie). Le troisième

(*) les six précédentes sont consultables sur notre site <http://www.visa-isa.org/>

adjoint au maire et élu FN, Francis Langlois, accompagné du conseiller municipal René Heidmann, est venu lire un communiqué du maire, expliquant, selon les mots prononcés, « *pourquoi nous ne participons pas à cette mascarade* ». Le fond de l'affaire est le refus, affiché par l'extrême droite, de commémorer la date du 19 mars 1962, en raison de son rejet historique de la décolonisation en Algérie.

Les anciens combattants s'opposèrent énergiquement à la présence de cet élu et à la lecture du discours de ce dernier... qui leur fut imposée malgré tout. Un ancien combattant fut même repoussé physiquement par Francis Langlois, et sur une vidéo diffusée par le collectif « Hayange en Résistance », on voit également l'élu en train de bousculer violemment une jeune fille de 16 ans. Les commentaires des anciens combattants fusèrent : « *Honte à vous !* » ; « *On arrête tout !* » ; « *Vous ne connaissez rien à la guerre d'Algérie !* » ; « *Aucun respect, aucun respect pour ceux qui ont fait la guerre d'Algérie...* », ou encore : « *Ces conneries-là, ça me fait mal...* »

Un élu « dissident » de la majorité FN se fait crever les pneus

Le FN local n'est pas spécialement connu pour son penchant vers la non-violence. Ainsi, le 14 février 2016, un article du journal lorrain indépendant 'Le nouveau Jour J' apprit aux lecteurs et lectrices qu'un opposant à la mairie FN, Stéphane Casagrande, a « *préféré s'installer avec sa famille dans une autre ville* ». Membre de la société civile et né à Hayange, l'adversaire du FN et de ses pratiques avait créé un site Internet d'information. Détournant le slogan officiel « *Hayange, plus belle ma ville* », il lui avait donné le nom humoristique « *Hayange, poubelle-ma-ville* ». La multiplication des intimidations et menaces physiques, (auxquelles s'est rajoutée la diffusion d'une rumeur malveillante) a fini par convaincre Casagrande de quitter sa ville.

Mais les anciens du FN ne sont pas à l'abri de telles pratiques non plus, s'ils ont eu le malheur d'entrer en conflit avec l'équipe du maire. Patrick Hainy, un ancien adjoint aux sports « *tombé en dissidence* », auquel le maire avait fait retirer toutes ses attributions en octobre 2014 (il a ensuite publiquement déchiré sa carte de membre du FN), en a fait l'expérience. Un article publié le 29 avril 2016 par 'Le Nouvel Observateur' relate ainsi : « *On m'a explosé mes pneus, dit Patrick Hainy. Un coup, selon lui, d'anciens camarades du parti* ». Hainy continue aujourd'hui de siéger en tant qu'élu municipal, non encarté.

Polémique sur la présence du maire à l'anniversaire d'un acteur de porno

La présence de Fabien Engelmann à l'anniversaire d'un acteur porno gay, Valentin Evol, dans un établissement de nuit à Metz le 11 mars 2016, a donné lieu à une polémique. Une association défendant les droits des homosexuel-le-s n'a pas spécialement apprécié sa présence, et a apposé une affiche ainsi qu'une banderole sur la boîte gay où se déroulait la fête, 'L'Endroit'. On pouvait y lire : « *Florian, Fabien, Steeve...*

toutes les folles ne sont pas au Front. » Une allusion à trois dirigeants du FN (Philippot, Engelman, Briois) dont l'homosexualité est connue, alors qu'ils appartiennent à un parti qui s'était opposé au droit au mariage pour tou-te-s. Le maire FN de Hayange a porté plainte. Mais celle-ci a été rapidement classée sans suite : la plainte visait l'opposant Gilles Wobedo, alors que ce n'était pas lui qui signait responsable de l'affiche, mais l'association 'Couleurs Gaies'.

Le maire menace le Secours populaire

Début mars 2016, la mairie FN de Hayange a fait planer une menace de suppression du local alloué au Secours populaire. Le maire a reproché à sa directrice, Anne Duflot-Allievi, d'avoir critiqué la municipalité à plusieurs reprises ; pour faire bonne mesure, il ajouta à ses critiques de prétendus « défauts d'organisation ». La directrice avait effectivement critiqué la mairie dans un article publié par « Libération » en décembre 2015. Elle y soulevait le fait que lors d'un goûter de Noël, le maire avait voulu réserver l'accès au local qui héberge le Secours populaire aux seuls enfants dont les parents sont allocataires des minima sociaux. Ce qui excluait d'office, expliqua-t-elle, « les migrants ».

- 20 -

HÉNIN-BEAUMONT

La ville d'Hénin-Beaumont est « la » vitrine municipale du FN. Ce qui n'est pas étonnant, vu que c'est ici que Marine Le Pen s'est présentée à plusieurs reprises aux élections, locales mais aussi législatives. Et le maire, Steeve Briois, était jusqu'au dernier congrès, fin 2014, le secrétaire général du FN.

Au plan local, le parti d'extrême droite tente donc de ne pas faire de vagues. Jean-Richard Sulzer, le professeur d'économie de l'université de Paris-Dauphine (jusqu'à sa retraite en 2013) qui fut bombardé adjoint aux finances à la mairie d'Hénin-Beaumont, évoque ainsi une « *gestion plan-plan* ». Soucieux d'éviter tout ce qui le ferait remarquer négativement, le maire a ainsi, selon ses déclarations au moins, payé la nouvelle décoration de son bureau « *de sa poche* », ajoutant, dans un entretien accordé au quotidien 'Le Monde', en mars 2016 : « *Comme ça, si dans trente ans j'en ai marre, je pourrai partir avec* ».

Le maire perd le procès qui l'opposait à un élu d'opposition

Le 8 juillet 2016, le maire d'Hénin-Beaumont a perdu un procès intenté à un élu d'opposition, David Noël (PCF). Steeve Briois ainsi que son bras droit, Bruno Bilde, avaient estimé qu'un communiqué de presse de l'élu municipal, reproduit sur le site internet du journal 'L'Humanité', constituait une diffamation. David Noël avait repris, le 11 mars 2016, des informations auparavant diffusées par 'Le Monde'.

Elles concernaient l'enquête pénale ouverte contre plusieurs collaborateurs du FN au Parlement européen, dont Bruno Bilde, qui sont soupçonnés de détournements de fonds. En effet, l'office anti-fraude européen OLAF estime que les personnes concernées, rémunérées par le Parlement européen, ne fournissent aucun travail réel à Strasbourg ou Bruxelles ... mais se consacrent exclusivement à des activités de leur parti au plan national ou local. L'enquête est en cours.

Alors que David Noël s'était contenté de faire état de ces informations, en ajoutant que « *si (elles) étaient avérées* », ce serait grave, et en appelant à la démission du maire Steeve Briois. Ce dernier et Bruno Bilde avaient crié à la diffamation. Le procureur de la République, dans ses réquisitions prononcées le 13 mai 2016, s'était joint à cette position. Mais les juges saisis ont débouté Briois et Bilde de leur plainte.

Fermeture estivale d'un centre de jeunesse ... pour financer l'opération « *Hénin plage* »

Déshabiller Paul, pour habiller Pierre ? C'est ce que semble avoir fait la mairie d'Hénin-Beaumont, en décidant de fermer pendant les mois de juillet et août 2016 le Centre d'Animation Jeunesse (CAJ) ... pour faire face aux coûts de l'opération « *Hénin-Beaumont plage* ». Cette dernière, d'une durée d'un mois, coûterait 300 000 euros, alors que le budget annuel du CAJ ne dépasse pas quelques dizaines de milliers d'euros. Surtout, les bénéficiaires ne sont pas les mêmes, le public de l'opération « *Au bord des eaux* » étant essentiellement adulte.

Le 31 mai 2016, des jeunes résidant à Hénin-Beaumont ont publié en ligne une pétition, afin de réagir à cette décision et pour protester contre la fermeture. Une réaction qui a suscité la colère de l'adjoint au maire, Bruno Bilde.

Le maire fait installer une « *vidéo-protection* » sans autorisation préfectorale

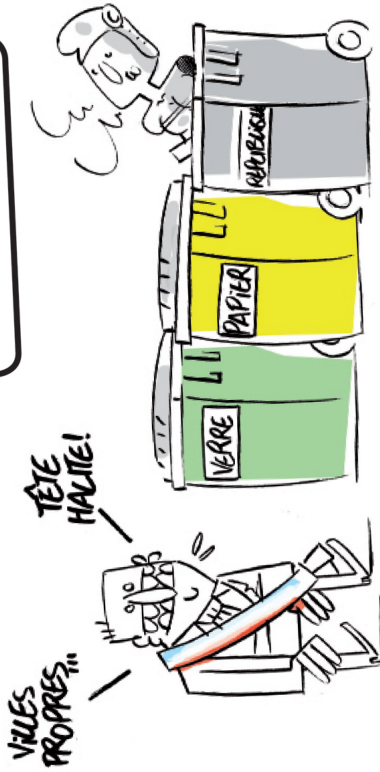
Au début de l'année 2016, un dispositif de vidéo-surveillance composé de huit caméras fut installé à la mairie d'Hénin-Beaumont. Le gros souci, c'est qu'un tel dispositif doit recevoir une autorisation préfectorale, le préfet devant se fonder, à son tour, sur l'avis d'une commission départementale de vidéo-protection qui est présidée par un/e magistrat/e. A son tour, le CTP (Comité Technique Paritaire) où siègent les syndicats de la ville, doit donner son avis. Or, les caméras furent commandées sans que ces instances n'aient été saisies.

Si la mairie a bien cherché à régulariser l'installation en cours de route (alors que la législation exige une autorisation préalable), ses dirigeants sont entrés dans une colère noire contre le journal régional 'La Voix du Nord' qui avait épinglé ce marché public. Au



MAIRES D'EXTREME-DROITE

DANGER



AUSTERITE +
AUTORITARISME +
DISCRIMINATIONS

VIGILANCE ET RESISTANCE !

WWW.VISA-ISA.ORG / ASSOVISABIS@GMAIL.COM

mois de février 2016, une bonne partie du magazine municipal fut consacré à la volonté de « taper » sur le journal régional.

La page de couverture du magazine municipal reprenait, en titre : « *L'incroyable dérapage de la Voix du Nord* », et à l'intérieur, on retrouvait des attaques personnelles dirigées contre le chef d'édition de 'La Voix du Nord', Pascal Wallart, qualifié entre autres de « *larbin* ». Depuis, les relations - qui étaient déjà tendues auparavant, Bruno Bilde ayant injurié Wallart dès 2009, et le journal ayant appelé à voter contre le FN aux régionales en décembre 2015 - semblent au point mort.

Le quotidien 'Libération' cite, dans son édition du 1^{er} août 2016, Bruno Bilde : « *On a décidé de ne plus bosser avec eux, de ne plus les traiter comme un média ordinaire* ». Le journal ne reçoit ainsi plus les informations de l'état civil, ni l'ordre du jour des séances à venir du conseil municipal.

Des syndicalistes déposent des doléances à la mairie ... fermée

Au mois de février 2016, la CGT a distribué un tract, critiquant l'utilisation ouvertement militante du magazine municipale. Cette dernière était qualifiée de « *détournement politicien de moyens municipaux* ».

Le 1^{er} mai, les syndicats locaux étaient habituellement reçus par la mairie d'Hénin-Beaumont dans ses locaux. Quelques jours avant, la mairie leur avait fait savoir qu'il n'y aura pas de réception le 1^{er} mai, « *car un syndicat ne peut être présent* » (sic), tout en leur proposant de choisir une autre date, moins symbolique. Tout aussi symboliquement, les syndicats CGT et CFTE locaux décidèrent néanmoins d'apporter et déposer leurs 'cahiers de doléance', le 1^{er} mai, à la mairie ... fermée.

- 23 -

BEUCAIRE

Le maire de Beaucaire, Julien Sanchez, un jeune poussé du FN, n'hésite pas lui non plus à utiliser les moyens municipaux pour les mettre au service de sa cause personnelle et politique. Un numéro du bulletin municipal 'Beucaire magazine' portait ainsi ce titre, accompagné de sa photo : « *Pour relever Beaucaire, rien ne m'arrêtera !* » Une véritable menace ...

Le maire demande une dérogation pour ne pas créer d'aire d'accueil pour les gens du voyage

Le 13 juin 2016, le maire a déclaré dans le cadre de la Communauté de communes (CCBTA) qu'il allait demander « *une dérogation* » au préfet du Var, afin de ne pas créer une

aire d'accueil pour des gens du voyage. Cette dernière relève pourtant d'une obligation légale, imposée par la Loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République).

Monsieur le maire porte plainte contre la présidente de région

Le 19 avril 2016, le maire fit une annonce spectaculaire : il allait déposer plainte contre la présidente de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, Carole Delga, pour « *discrimination* » (prétendument en raison de ses opinions politiques) et « *rupture d'égalité* ». En cause, la non-signature, jusque-là, d'un contrat de ville liant la municipalité et la région, en vue de certains investissements publics. La région réfute cette argumentation, en invoquant le fait qu'elle a investi près de quinze millions d'euros sur Beaucaire depuis 2010, et que l'investissement public dans l'infrastructure de la ville a augmenté de 25 % entre 2014 et 2015.

Cependant, il existe actuellement un désaccord entre la municipalité et la présidence de région sur la construction d'un nouveau lycée : la mairie souhaite absolument qu'il soit installé sur la ville, alors que la région préfère le faire construire plus à l'ouest, « *où les besoins en termes de pression démographique sont les plus forts* ».

- 24 -

La mairie perd devant la Cour d'appel, face à six commerçants musulmans

Le 3 juin 2016, la mairie de Beaucaire a perdu une première manche judiciaire devant la Cour d'appel de Nîmes. En juin 2015, deux arrêtés municipaux avaient interdit aux commerçants musulmans de certaines rues d'ouvrir leurs épiceries ou magasins de distribution au-delà de 23 heures, pendant les soirées du ramadan. Les commerçants en question avaient déposé une plainte pour discrimination, s'estimant visés parce que musulmans. Le tribunal correctionnel de Nîmes avait ordonné, en mars 2016, des mesures d'enquête pour savoir s'il y avait eu ou non des bruits ou nuisances nocturnes dans ces endroits, avant que la mairie ne prenne ses arrêtés datés des 16 et 17 juin 2015. La municipalité FN avait refusé une telle enquête, et avait attaqué la décision ordonnant l'enquête. La Cour d'appel lui a donné tort sur ce point. L'enquête doit bien être menée. Le tribunal a prévu de se prononcer sur le fond fin septembre 2016.

« Soixante-dix employés municipaux de trop », selon le maire

Affichant une volonté de réduire la dépense publique, le maire de Beaucaire cherche à tailler dans les dépenses salariales. Le journal 'Le Monde' le cite de la manière suivante, dans un article publié le 26 mars 2016 : « *Il se félicite de ne pas avoir remplacé vingt contractuels et assure que la mairie emploie encore soixante-dix employés de trop.* »

Union des droites & critique de la ligne du FN sur la « Loi Travail »

Le maire de Béziers, Robert Ménard, s'est illustré dans les médias nationaux en organisant, du 27 au 29 mai 2016, dans 'sa' ville une réunion regroupant divers courants de l'extrême droite (FN, mouvance identitaire, catholiques-traditionalistes et adversaires du mariage homosexuel...) mais aussi des représentants de la droite (Denis Tillinac, Yves de Kerdrel pour ' Valeurs Actuelles ', Jean-Frédéric Poisson issu de la droite sarko-boutiniste).

Sous le titre « *La droite hors les murs* », la réunion aurait attiré environ 2 000 personnes, selon ses organisateurs. Robert Ménard a saisi l'occasion pour déclarer le lancement d'un mouvement politique, au fonctionnement plutôt souple mais au programme bien raide en « *51 propositions* », le nom retenu : « *Oz ta droite* ». Le FN, tout en se méfiant des velléités politiques autonomes de Ménard, y a assisté, représenté par Louis Aliot et Marion Maréchal-Le Pen.

La « garde biterroise » déclarée illégale par le Tribunal administratif

En janvier 2016, Robert Ménard avait profité du climat post-attentat et de l'état d'urgence pour annoncer le lancement d'une « *garde biterroise* ». Cette dernière aurait été composée de bénévoles, en privilégiant cependant les anciens membres de l'armée, de la police ou des pompiers, pour assurer la sécurité sur la ville (en dehors du cadre étatique officiel). Le préfet de Montpellier s'est opposé à cette création en la déclarant illégale.

Le 5 juillet 2016, le tribunal administratif de Montpellier a déclaré à son tour que le projet était illégal, et a annulé la délibération du Conseil municipal portant création de la « *garde biterroise* ».

Le maire, assigné en Justice pour contrefaçon, gagne son procès

Un artiste installé à Béziers, Jean Pierson, avait travaillé sur le projet de l'installation de plusieurs fresques dans la ville et avait présenté son dernier projet en décembre 2014 au maire.

Mais Ménard n'a pas fait réaliser le projet... tout en faisant réaliser trois fresques murales, selon les mots de l'avocat de l'artiste cités par l'AFP, « *probablement dans un pays d'Europe de l'Est ,avec les mêmes pigments, le même parcours, la même thématique* ». La mairie a rétorqué qu'il ne s'agissait que d'un projet qu'il avait fait réaliser de ses propres moyens et non pas d'un concept protégé par un brevet, alors

que l'artiste invoquait son droit d'auteur. Ce dernier a assigné le maire en référé au tribunal de Marseille, où une audience s'est tenue le 30 mai 2016. Mais la décision du tribunal, rendue le 30 juin, a débouté l'artiste de ses demandes.

Une réunion antifasciste fait salle comble à Béziers

Le 11 mai 2016, une réunion antifasciste organisée par le Réseau Citoyens Solidaires - à laquelle a participé VISA - a fait salle comble à Béziers. Sous le titre « *L'extrême droite à l'épreuve des faits* », elle a attiré plus de 120 personnes. Le décryptage des différentes mouvances de l'extrême droite et le bilan de gestion des mairies FN, s'appuyant sur l'exemple de plusieurs mairies du Var, étaient au programme.

Propos haineux sur le nouveau maire de Londres

Le 6 mai 2016, Londres a élu un nouveau maire : Sadiq Khan, membre du Parti travailliste, fils d'un chauffeur de bus d'origine pakistanaise et londonien pur jus. Beaucoup de commentaires ont salué, avec son élection, le symbole de l'ouverture de l'espace politique à des personnes dont les parents étaient issus de l'immigration. Ce n'est pas le cas du maire de Béziers : ce dernier a publiquement vilipendé une élection qui « *symbolise le grand remplacement en cours* ».

Le terme de « *grand remplacement* » a été forgé par l'écrivain Renaud Camus, proche de la mouvance identitaire (et dont un livre a dû être retiré de la vente en avril 2000 parce qu'il comportait des passages antisémites). Il suggère qu'il existe un grand complot, visant délibérément à chasser les populations blanches et autochtones pour mettre d'autres populations à leur place. Même Marine Le Pen avait pris ses distances, fin 2014, avec l'expression en la qualifiant de complotiste, tout en se tenant à son propre répertoire anti-immigration. Cependant certains élus du FN, dont Stéphane Ravier à Marseille et Robert Ménard à Béziers, continuent à l'utiliser.

Un fichier ADN ... pour les crottes de chien

Le 22 avril 2016, le maire de Béziers a déclaré vouloir créer un fichier ADN pour les... crottes de chien, afin d'identifier et de verbaliser les propriétaires d'animaux faisant leurs besoins sur la voie publique, des policiers municipaux appartenant à une « *brigade environnement* », devant réaliser des prélèvements sur le terrain. Dans un premier temps, à partir d'octobre 2016, environ 1 300 chiens du centre-ville se verront attribuer un numéro correspondant à un code génétique... et permettant l'identification de leurs déjections.

S'il est vrai que Londres applique d'ores et déjà le procédé et qu'en Allemagne, plusieurs municipalités en ont discuté, que l'Etat-région de Rhénanie-Palatinat a

effectué en 2011, il n'en reste pas moins que des élus municipaux ont souvent retoqué l'idée, comme à Leipzig au printemps 2015. La raison en est simple : non seulement cette mesure soulève des problèmes juridiques (le ou la propriétaire du chien doit donner son accord), mais surtout, les coûts sont souvent bien supérieurs aux recettes attendues, surtout dans une ville de taille moyenne.

Concrètement, à Béziers, l'annonce porte, au stade actuel, sur un « *contrat forfaitaire* » de 50 000 € annuels, conclu avec le laboratoire Animagene situé à Bordeaux. Les propriétaires de chiens seront invités, sur la base du volontariat, à faire effectuer un prélèvement. Il n'est pas certain qu'à Béziers, la rentabilité économique soit au rendez-vous. En tout cas, un service de ramassage aurait probablement coûté moins cher. Mais le buzz médiatique de Ménard a parfaitement réussi. Sans compter qu'aux yeux du maire de Béziers, la volonté de surveiller, de contrôler les comportements et de mettre au pas l'emporte sur toute autre considération ...

Clash entre le maire et la présidente de région

Le 4 mars 2016, Robert Ménard a réussi à agacer la présidente de région, Carole Delga, venue assister au lancement d'une série de travaux, à Béziers. Le maire s'était alors lancé dans une envolée lyrique, à propos de l'histoire du Canal du Midi. Il avait d'abord encensé la direction de « *l'Etat de l'époque, c'est-à-dire le Roi, et pas le moindre puisqu'il s'agissait de Louis XIV* ». Il avait ajouté qu'initialement, ce canal avait servi à des fins économiques et commerciales, alors qu'aujourd'hui, son utilisation était touristique. Tout un symbole, à ses yeux, du déclin de l'Occident en général et de la France en particulier : « *Ce qui dit quelque chose sur la France de notre siècle, sur son changement de statut. Sur, aussi, le déclin de son ambition* ».

La présidente de région n'a pas particulièrement apprécié ces envolées historico-idéologiques, et a rappelé qu'à l'époque, l'égalité entre hommes et femmes ou « *les valeurs de la République* » n'étaient pas spécialement présentes. A son tour, le maire Ménard voyait alors rouge, et déclara : « *Madame Delga peut répéter le mot ,fraternité' dans ses discours jusqu'à plus soif, elle n'en sera pas plus ,fraternelle' pour autant* ». Carole Delga a répliqué alors : « *Je n'ai pas de leçon à recevoir de vous, Monsieur le maire* ».

La Justice annule le licenciement de l'ex-directeur de la médiation

Le 25 mars 2016, le tribunal administratif de Montpellier a donné raison à l'ancien directeur de la médiation de la mairie de Béziers, Alain Renouard. Ce dernier avait été licencié en octobre 2014 par Robert Ménard, six mois après son élection. Le maire avait d'abord invoqué des divergences politiques et « *des modalités de confiance* », avant, comprenant que ces motifs ne pouvaient justifier aucun licenciement, d'en

rajouter un autre dans un second temps : la non fourniture du diplôme, « *nécessaire pour attester (son) niveau de qualification* ». Or, la présentation du diplôme est exigée au moment de l'embauche, non ultérieurement. Le tribunal administratif de Montpellier a considéré le licenciement comme injustifié, et a ordonné la réintégration de Monsieur Renouard à son poste de travail.

MARSEILLE 13^E/14^E

Stéphane Ravier et la solidarité internationale

En avril dernier, une vingtaine de migrants en provenance de Calais devaient être accueillis dans un nouveau centre d'accueil de la Croix-Rouge dans le 7^{ème} secteur de Marseille. Le maire FN de secteur, Stéphane Ravier s'est immédiatement insurgé à l'annonce de cette nouvelle et s'est permis d'organiser un rassemblement d'une centaine de personnes devant lesquelles il a proposé le retour au pays de ces personnes comme seule solution viable ! Les réfugiés en question provenant essentiellement de pays en guerre, on peut se demander où se trouve la viabilité de cette solution ! Encore une belle preuve de solidarité dont est capable l'extrême droite !

- 28 -

Stéphane Ravier et une vision toute particulière de l'école et des enseignants

Alors qu'il venait de se faire virer d'un pique nique/rassemblement de parents d'élèves et d'enseignants, organisé pour dénoncer l'état des écoles marseillaises, le maire d'extrême droite des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille s'est lâché lors de la séance du Conseil d'arrondissement qui suivait, le 30 mars 2016 : « *Je fais la différence entre les enseignants et les militants, et j'ai pour premier souci l'intérêt des enfants et des enseignants... Ce n'est pas quelques braillards sur la place de la Préfecture, trop pris d'apéros, ... Qui ont proféré des menaces physiques, estimant qu'il valait mieux rester dans l'entre soi... Cette école primaire où l'on trouve du shit dans l'école, où on deale devant la porte, où les profs ne peuvent plus enseigner à cause du communautarisme... Même Valls le reconnaît, il faut en finir avec cette école gangrenée par la violence, le communautarisme et le trafic de drogue -à l'entrée-. Avec votre idéologie vous avez laissé entrer dans l'école les pires dérives, en politisant l'école ; le cadavre du communisme empest encore la politique française (sic) !... Nous, nous ne faisons pas de politique...* ». No comment !

Ravier et les femmes kurdes

Le 22 mai 2016, l'association des Femmes Kurdes Arin-Mirkan organisait dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille un festival en solidarité avec les

combattantes qui affrontent Daech. Malgré l'autorisation officielle qu'il leur avait été accordée par la mairie, le maire du 7^{ème} secteur, s'est empressé de diffuser un tract ignoble et mensonger aux habitants d'un des quartiers de son secteur, notamment en comparant les organisatrices, elles et leurs soutiens, aux « casseurs des manifestations ». Dans cette lettre, le maire de secteur précise qu'il s'était opposé à la tenue de ce festival, dont les participants « s'agitent dans les Nuits Debouts » ! Le maire FN parle même d'une « invasion » qu'ont dû subir les habitants des quartiers attenants au parc où avait lieu le festival, et s'excuse du bruit qu'ont subi ces mêmes habitants... Ces déclarations scandaleuses du maire d'extrême droite prouvent une fois de plus l'idéologie réactionnaire du FN.

Mélange des genres

Le sénateur et maire FN des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements de Marseille s'est illustré en juin dernier par un mélange des genres entre fonction élective et investissement politique. En effet, en tant que secrétaire départemental du FN, Stéphane Ravier a convié les militants et sympathisants du FN du secteur à une réunion dont l'objet était la « préparation des élections présidentielles et législatives » de 2017. On peut légitimement se demander si des réunions politiques de ce genre, notamment dans l'optique de la préparation d'élections nationales, ont toute leur place au sein d'une mairie de secteur ! L'occasion pour le site internet d'informations locales 'Marsactu' de rappeler que c'est ce type de mélange des genres qui avait coûté leur éligibilité au couple Mégret, à Vitrolles. Bruno Mégret avait en effet écrit aux maires de France pour annoncer sa candidature aux présidentielles en faisant payer la facture des timbres poste à la mairie de Vitrolles, par le biais de sa femme, alors maire de la commune. Comme dirait l'autre, l'histoire se répète, mais ne se ressemble pas... enfin, sauf au FN !

ORANGE

Le maire d'Orange, Jacques Bompard, a tenté de prendre la direction des Chorégies d'Orange, un des festivals d'opéra les plus connus de France. C'était le signal d'alarme que lança Raymond Duffaut, directeur général du festival depuis 1981, en démissionnant de son poste, en mars 2016. Pour ce dernier, la ville d'Orange, aux mains de l'extrême droite depuis de nombreuses années, était en train d'opérer un « coup de force » et de mettre la main sur ce festival.

En janvier dernier, la présidence du festival est laissée vacante et c'est Marie-Thérèse Galmard, adjointe à la vie sociale de la mairie d'Orange qui devient présidente par intérim. Cette dernière prend rapidement la décision de retirer à Raymond Duffaut sa délégation de signature et contrairement à ce qui était prévu par les statuts, n'organise pas de nouvelles élections. Un jour après la démission de Raymond Duffaut,

et après les menaces du ministère de la Culture et de la Région PACA de couper leurs subventions, Jacques Bompard a fait machine arrière ! Mais cet épisode en dit long sur les tentatives de l'extrême droite de nuire à l'indépendance et donc à la créativité et l'expression culturelle dans toute sa diversité.

Un été sans diversité !

Dans les pages du numéro estival de 'Orange Vérités', le bulletin municipal, Jacques Bompard souhaite aux habitants de sa ville un bel été « *aux accents provençaux et français* » ! Les festivités de l'été : « *Orange, fière de son identité* ». Au programme, fête médiévale, fête de la famille, fête romaine, fête provençale. Le but : « *fédérer les Orangeois autour d'un patrimoine et de valeurs communes* » ! Autrement dit, c'est une exclusion pure et simple de tout ce qui peut relever de la diversité dans le patrimoine et la culture.

Islamophobie sans retenue

- 30 -
Dans le numéro d'avril du bulletin municipal, le maire crie au scandale en dénonçant le fait que les appels à la prière musulmane, dans le quartier de Fourcheville, se fassent par le biais de hauts parleurs ! C'est évidemment un fait mensonger dénoncé par l'opposition municipale sur son blog 'Orange autrement', qui met également en lumière la tentative grossière de manipulation de la mairie d'extrême droite qui illustre l'article d'une photo de haut parleur fixé à un poteau électrique !

Mais au delà du mensonge c'est la terminologie de l'article qui est frappante par sa haine et son racisme. L'article débute par « *A Fourcheville, des prières islamiques sont diffusées par hauts parleurs dans les rues depuis l'illégale mosquée salafiste. On se croirait en plein Moyen-Orient où le muezzin appelle à la prière !* ». Puis l'article se conclue par : « *Il (l'Etat) laisse les musulmans imposer leur religion et leur culture en toute tranquillité dans la rue. A quand le changement de nos villes, de nos rues, en arabe !?* ». Un exemple frappant d'islamophobie et de volonté manifeste d'opposer les habitants d'une même ville !

BOLLÈNE

Bollène étant, évidemment, « *un haut lieu de la criminalité* », le numéro de juin de 'Bollène mag', le bulletin municipal, est consacré à la sécurité et à la police. La une du magazine montre une photo où deux policiers, de dos et cadrés en 'plan américain'(plan de cinéma typique des westerns, cadré à mi-cuisse et permettant de faire apparaître les pistolets), marchent vers le village ... Il ne manque que la musique d'Ennio Morricone ! Le titre, en gros, « *la délinquance recule toujours !* ».

A l'intérieur, on y trouve deux pages entièrement consacrées au recul de la délinquance en 2015, avec photos chocs, dessins, statistiques etc. L'article précise que le budget lié à la sécurité et à la police est un investissement important pour la ville, à hauteur de plusieurs millions d'euros : recrutements de policiers municipaux, multiplication des caméras de vidéosurveillance, achats de véhicules et motos etc. Et la cerise sur le gâteau sécuritaire : un appel aux volontaires pour être « *référents de quartier* » et appeler la police lorsqu'un véhicule suspect est repéré ou bien un individu au comportement inhabituel ! La délation à Bollène, c'est visiblement un devoir !

Marie-Claude Bompard, maire homophobe !

En août 2013, la maire de Bollène avait refusé de marier deux femmes car cela lui posait un « *douloureux problème de conscience* » ! Une association vient de ressortir cette affaire, juste avant la date fatidique des 3 ans pour qu'elle soit jugée, soit le 23 août 2016. Pour l'avocat de l'association, Mme Bompard devait certainement compter les jours. Mais celle-ci vient donc d'être poursuivie et doit se présenter au tribunal le 1^{er} septembre 2016.

Pour rappel, suite à l'emballement médiatique, le mariage avait tout de même été célébré par une adjointe mais le couple avait porté plainte pour discrimination, plainte classée sans suite par le parquet ! Espérons que cette fois-ci l'élue d'extrême droite soit jugée et condamnée pour ce qu'elle est, une homophobe indigne de son poste de maire !

- 31 -

CAMARET-SUR-AIGUES

Dans un communiqué de mars 2016, la FSU 84 dénonce une « *campagne politique et idéologique malsaine* » menée par le maire de Camaret-sur-Aigues contre les cours d'ELCO (Enseignements de Langues et de Cultures d'Origine, relevant d'accords bilatéraux entre la France et 9 autres pays) de marocain et de turc, se déroulant dans les écoles primaires de la commune. La maire s'opposait fermement à la mise à disposition de locaux appartenant à la commune.

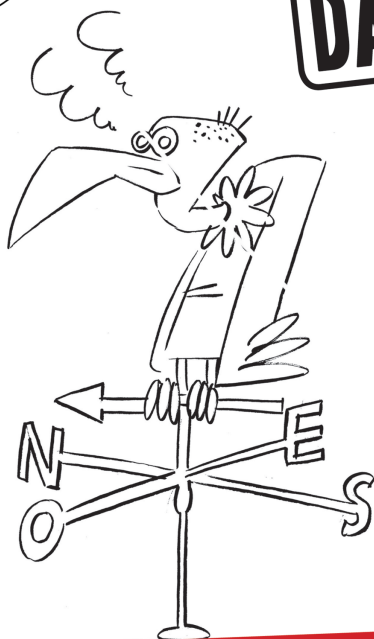
Pour se justifier, le maire évoquait, au sujet des enseignants intervenants dans l'ELCO, de prétendues « *inquiétudes des parents concernant la présence dans les écoles de personnels dont le parcours est inconnu* » et d'ajouter que ces enseignants « *ne rendent de comptes à personne* ».

Ces propos sont totalement mensongers puisque les enseignants en question sont connus de l'Education nationale et soumis à des inspections. C'est clairement une campagne raciste de stigmatisation des personnels étrangers qui est ici menée par la mairie d'extrême droite !



**LE FN SE NOURRIT
DU DESEPOIR**

DANGER



LUTTONS ENSEMBLE !
POUR LA JUSTICE ET LE PROGRES SOCIAL

WWW.VISA-ISA.ORG / ASSOVISABIS@GMAIL.COM

MANTES-LA-VILLE

Deux ans après son élection, Cyril Nauth, le maire FN de Mantes-la-Ville, s'efforce de suivre les recommandations du parti : « *Marine Le Pen nous a dit : "Gérez avec bon sens, en bons pères de famille. Vous n'êtes pas là pour faire les zozos"* ». Mais ses décisions restent fortement marquées par l'idéologie frontiste dans tous les secteurs.

Gestion municipale

Le style est autocratique. Tout est fait pour éviter la concertation. Les réunions du conseil municipal sont réduites au minimum et les décisions sont prises dans la plus grande opacité par le maire et ses proches.

Un seul objectif affiché : réduire les impôts. Une gestion exclusivement comptable qui entraîne l'abandon de tout projet, mise à part la construction d'un columbarium. Il n'est plus question de construire un groupe scolaire dans le nouveau quartier Mantes U, les élèves n'auront qu'à se serrer : « *Nous allons voir si nous ne pouvons pas mettre les petits Mantevillois dans les écoles existantes avant de construire 17 classes* ». Les efforts portent uniquement sur le volet 'sécurité', avec une belle enveloppe réservée à la mise en place de caméras de vidéosurveillance.

Cette politique entraîne une notable diminution des personnels, notamment dans les services techniques (départs non remplacés et non reconduction de contrats). Elle sert surtout à asphyxier le tissu associatif et affaiblir les prestations sociales et les aides à la population.

Politique sociale

Les économies se font d'abord aux dépens des plus fragiles. L'accès à la restauration scolaire est désormais à tarif unique, sans prendre en compte le quotient familial. Un courrier de la mairie a été envoyé aux habitants qui lui doivent de l'argent pour leur indiquer qu'ils n'auraient plus accès aux services municipaux, y compris à la cantine scolaire ou à la crèche.

Les principales attaques portent sur les trois CVS (Centres de Vie Sociale) de la ville. Très actifs et appréciés, leurs activités sont multiples et indispensables : accueil périscolaire, ateliers manuels, activités sportives, réunions, conférences, échanges, espace lecture, ludothèque, initiation à l'informatique, excursions estivales, aide juridique... Dès les premiers conseils municipaux, le maire a affirmé qu'il ne ferait pas de social... Pour lui, « *les CVS coûtent chers et ne rapportent rien... De toute façon, les CVS, ce n'est pas notre truc au Front national. Même le titre de centre de vie sociale a une connotation trop socialiste, voire soviétique* ».

La diminution notable de leur budget depuis deux ans entraîne la suppression de postes d'animateurs, l'arrêt de diverses activités et l'augmentation des tarifs demandés aux familles. Mais cela ne suffit pas, et c'est leur suppression que vise la mairie.

Tous les prétextes sont bons : non renouvellement du bail pour le CVS du Patio, transformation en salles de classe du CVS des Brouets. L'attaque contre le plus important, Augustin Serre, prend pour prétexte l'installation d'une Maison de Santé Pluridisciplinaire. Ce projet, nécessaire, proposé par l'Agence régionale de Santé et soutenu par l'association des personnels de santé, tente de pallier la pénurie de médecins qui devient grave dans la ville. La mairie profite de l'occasion pour tenter de récupérer à cet usage les locaux du CVS dont il veut se débarrasser. Mais la résistance des habitants s'organise.

Associations et Culture

Les subventions attribuées aux associations ont encore diminué de 35 % en 2016. Les plus touchées sont celles qui concernent le social, la culture et la jeunesse. La subvention aux Restos du Coeur a baissé de 23 %. Celle du festival 'Blues sur Seine' de 7 % et celle de l'ensemble orchestral mantevillois de 8 %.

- 34 -

La guerre avec le club de foot continue également. Le FC Mantois, qui dépend de la communauté d'agglomération, évolue avec succès en championnat de France amateur (4^e division nationale). Dès son arrivée, la municipalité FN dénonce un club « où il y a essentiellement des gens issus de l'immigration » et où « peut être que c'est difficile d'aller... quand on est un petit Gaulois ». En 2015, elle baisse de 75 % sa subvention et met en péril l'équilibre financier du club qui fait appel de cette décision. En 2016, c'est l'ensemble des aides de la ville que le maire supprime, aggravant encore la situation.

Bien significative encore la décision du Conseil municipal de baptiser du nom de Jeanne d'Arc une nouvelle voie du quartier Mantes Université.

Bras de fer avec la communauté musulmane

Avant son élection, Cyril Nauth s'était fait connaître par sa lutte contre un projet de mosquée, lutte largement popularisée par le FN et soutenue par Wallerand de Saint-Just et le Bloc Identitaire. La première année de son mandat, il avait refusé le permis de construire, mais cette décision avait été cassée par la cour administrative d'appel de Versailles. La nouvelle mosquée est ouverte depuis juin 2016. En l'état, elle peut accueillir 300 personnes et nécessitera un agrandissement qui a d'ores et déjà réanimé l'ire de la mairie. Un nouvel affrontement a eu lieu à l'occasion de l'Aïd. Comme l'année précédente, le refus du maire de mettre à disposition une salle municipale a été condamné par le tribunal administratif de Versailles. Suite à ces procès perdus, la mairie a dû verser

6 000 € de dédommagements à l'association Musulmans Mantes Sud. L'AMMS, sans doute avec un peu d'ironie, vient de proposer de reverser cette somme à la ville pour financer un projet social de bus pour enfants et personnes âgées ... « *Nous tenons à ce que le financement de la mosquée de Mantes-la-Ville soit exclusivement supporté par les fidèles... Nous souhaitons donc que la somme de 6 000 € qui provient de l'argent public et donc des contribuables (dont nous faisons partie) soit réinvestie dans un projet d'utilité publique* ». Un don aussitôt refusé par le maire FN ...

VILLERS-COTTERÊTS

A Villers-Cotterêts comme dans d'autres villes gérées par le FN, la consigne est de faire le moins de vagues possible jusqu'aux élections de 2017. Pourtant, l'année dernière, un certain nombre d'incidents significatifs avaient souligné sans fard le fond idéologique de la nouvelle municipalité : refus de la commémoration de l'abolition de l'esclavage, installation d'une crèche de Noël dans la mairie, et surtout le message violemment raciste d'une conseillère municipale lors du débat sur la déchéance de nationalité qui proposait de « *juste les expédier du haut d'un avion dans leur pays d'origine que cela leurs plaise ou non, bien sûr accompagnés par une centaine de têtes de porcs et déverser du sang de porc par dessus tout* ». A la suite du scandale qui s'ensuivit, elle fut discrètement remerciée et remplacée ...

- 35 -

Gestion municipale

Depuis deux ans, la gestion de Franck Briffaut est surtout marquée par un grand attentisme. Aucun projet. Les travaux nécessaires pour la crèche, la cantine scolaire ou la voirie sont suspendus ... juste quelques coups de peinture en urgence.

Les annonces du maire portent essentiellement sur la baisse des impôts, pourtant peu sensible, et qui se fait aux dépens des services et prestations sociales : augmentation du tarif des cantines et des centres de loisirs pour les familles les plus modestes, fin de la gratuité des ateliers de la médiathèque, augmentation de la taxe d'aménagement ... Les subventions aux parents d'élèves (FCPE) et aux syndicats CGT et FSU ont été supprimées ainsi que la possibilité de baptêmes civils. Commentaire du maire : « *De quoi parle-t-on ? D'une dizaine de familles qui auront à payer la cantine un ou deux euros de plus, d'un seul parrainage civil à l'année ou de structures qui descendent dans l'arène politique sans égard pour le FN !* »

Culture

Du côté de la culture, les interventions du maire et de son équipe sont toujours particulièrement significatives. En 2016, comme l'année précédente, Franck Briffaut

a refusé d'organiser la célébration de la journée commémorative de l'abolition de l'esclavage.

Le 21 juin, 'Gabriel Saglio et les Vieilles Pies' étaient retenus pour la Fête de la musique. Lors des échanges de courrier pour fixer le contrat, ils découvrent un article surprenant : « *Les artistes s'engagent, dans le cadre de leur prestation artistique, à respecter le principe de neutralité politique. A défaut, la prestation ne sera pas rémunérée* ». Le groupe refuse de signer cette clause et le concert est déprogrammé ; même chose pour les deux autres groupes, 'Les Petites Bourrettes' et 'The Sunvizors', contactés pour les remplacer.

M^e Jean Vincent, spécialiste du droit de la propriété littéraire et artistique et du droit du travail, dénonce cette clause illégale : « *Elle viole le code du travail car un CDD dit "d'usage" spécifique au secteur du spectacle ne peut être rompu que pour une faute grave. Or, exprimer une opinion politique ne peut certainement pas constituer une faute grave. Elle viole également le code du travail en raison du fait que les sanctions financières sont interdites contre les salariés. Enfin, cette clause viole le droit à la liberté d'expression résultant notamment de la Cour européenne des droits de l'homme* ».

- 36 -

En 2014 déjà, la ville avait déprogrammé un groupe de rock « *non conforme à l'image de Villers-Cotterêts* ». Certes, beaucoup plus conforme aurait été 'In Memoriam', le groupe de rock identitaire ouvertement fascisant dont Jocelyn Dessigny, adjoint aux fêtes de Villers-Cotterêts, arbore le tee shirt sur sa page facebook ...

LES MAIRIES FN DU VAR

Une politique raciste dopée par l'actualité

Les huit premiers mois de 2016 ont été marqués, dans le Var comme ailleurs, par le contexte des attentats. Les diatribes racistes, déjà très nombreuses depuis la conquête de trois villes en 2014, s'en sont trouvées confortées et amplifiées. (voir à ce sujet l'enquête de Médiapart du 29 juillet 2016). Les maires FN en ont bien sûr rajouté dans leur politique sécuritaire et xénophobe.

Ainsi David Rachline, le maire de Fréjus, dans une interview au journal d'extrême droite 'Présent' le 29/07 se plaint des « *carences de notre gouvernement* » qui ne permettent pas d'embaucher plus de policiers municipaux et il en remet une couche sur la « *mosquée illégale au centre d'un quartier dit 'prioritaire' à Fréjus* » (voir à ce propos, sur le site de VISA les chroniques précédentes). Dès le mois de mai, la mairie avait fait déplacer le marché des Arènes, où les commerçants d'origine du Maghreb sont nombreux, du

samedi au jeudi. Cela afin soi-disant de ne pas concurrencer le marché provençal du centre-ville. Un adjoint au maire a précisé que « *tous les exposants du marché des Arènes pourront s'intégrer au centre-ville s'ils ont une connotation provençale* », une mesure discriminatoire qui vise à stigmatiser une partie de la population de la ville.

A Cogolin, c'est dans son discours du 14 juillet que le maire FN Marc Etienne Lansade a délivré son message : il y explique qu'il ne fêtait pas la Révolution mais « *le mode de vie que notre nation a acquis* », il fustige les « *quartiers de non-droit* », revendique la « *laïcité* » et pour ceux qui n'auraient pas tout compris, il invoque les racines chrétiennes de la France ainsi : « *Le sang qui coule dans nos veines n'est pas que celui de nos parents, c'est aussi le sang de la terre de nos ancêtres, le sang de la terre des cathédrales et le sang de la terre des Lumières* ». Déjà en avril le maire de Cogolin avait dévoilé toute sa politique de haine en se mettant en scène dans une vidéo sur sa page Facebook avec des bulldozers détruisant un campement de Roms ; avec ce commentaire en prime : « *Heureusement pour les gens qui nous regardent vous n'avez pas l'odeur en plus* ». Il faut rajouter à ces ignominies les propos du secrétaire départemental du FN, Frédéric Boccaletti, expliquant sur les réseaux sociaux que les migrants sont « *animés d'un égoïsme exacerbé doublé d'une lâcheté honteuse* » et s'interrogeant « *qui d'autre peut quitter son pays en guerre en abandonnant parents femmes et enfants ?* » pour conclure « *Heureusement pour nous, nos anciens de 39/45 ont fait le choix de combattre la haine plutôt que de fuir !* »

Des paroles aux actes il n'y a qu'un pas, vite franchi par le FNJ 83 qui, le 26 février 2016, à Toulon, a perturbé le 78^{ème} cercle de silence organisé chaque mois par la LDH et d'autres associations pour protester contre l'enfermement des sans papiers dans les centres de rétention.

Les écoles et les associations toujours dans le collimateur

Cette actualité nauséabonde ne résume pas toute la politique des mairies frontistes. Son offensive tenace contre les écoles publiques et les enseignants ainsi que sa volonté de brider le monde associatif ont encore trouvé leur illustration à Fréjus et Cogolin. Dans cette ville, c'est un spectacle de chants méditerranéens proposé par l'équipe pédagogique de l'école élémentaire Fontvielle, et particulièrement la chanson 'Aïcha' de Khaled, qui a fortement déplu à la municipalité frontiste. Celle-ci a menacé de procéder à une réduction des crédits de cette école et ce en toute illégalité.

De façon générale, les budgets des écoles pour l'achat de manuels scolaires et de fournitures ont baissé de 20 %, tant à Cogolin qu'à Fréjus. Les études du soir ont été supprimées et remplacées par une garderie payante. Fin aussi de la gratuité des transports scolaires, suppression des plats de substitution au porc dans les cantines et augmentation du prix du repas.

A Fréjus, l'aide au départ en classe découverte a également été supprimée. En clair, aux discriminations s'ajoute la volonté de faire des économies sur le dos des enfants et de ponctionner le budget des parents.

Quant aux associations, toujours suspectées de ne pas assez relayer les bienfaits de la politique municipale, elles sont amputées de leurs moyens. Jusqu'à 20% de baisse des aides pour certaines d'entre elles à Cogolin et Fréjus. A partir du 15 septembre, à Cogolin, la location d'une salle de réunion par une association pourra coûter jusqu'à 100 € !

Les grands travaux immobiliers « de rapport non social »

Au-delà de ces petites économies, les maires frontistes sont obnubilés par les projets de grands travaux immobiliers visant à flatter leur électorat tout en leur faisant miroiter une future cité capable de concurrencer les villes balnéaires de la côte.

A Cogolin, dans une interview à 'Var Matin', le 29/02, le maire plastronne : « *d'une pierre brute nous allons faire un diamant* ». Il confirme ainsi que sur le terrain du Yotel, ancien lieu de tourisme populaire en bord de mer, il veut créer un « *village provençal* » : « *c'est simple, dans l'optique de la municipalité : prendre du cash pour rembourser les emprunts et investir dans l'espace urbain puis avoir un immobilier de rapport non social... il y a 130 000m² à construire* ».

Toujours dans le même but, la mairie a racheté la concession du port de plaisance avant son terme. Elle souhaiterait que des yachts de luxe puissent venir s'y amarrer. Le dernier épisode de cette folie des grandeurs a été pitoyable : l'organisation d'une prestation « *Dinner in the sky* » : repas dans une nacelle au bout d'une grue à 50 m au dessus du port, pour la modique somme de 395 € ! L'échec de cette attraction a mis le maire dans une rage qui s'est retournée.. contre la presse locale. Loin d'un FN au chevet des souffrances du peuple, le chemin du FN bling-bling de Cogolin est semé d'embûches, mais en attendant les dettes de la ville s'accumulent et chacun, y compris chez les électeurs frontistes, peut légitimement se poser la question de qui va payer la note au final.

A Fréjus aussi la mairie a des visées immobilières. Sur la « base nature », elle a profité d'un concert de Johnny Halliday pour raser une trentaine d'arbres et vendre une partie de la place de la République à Fréjus Plage. Des associations se mobilisent contre ces saccages et bétonnages du front de mer.

Au Luc, la mairie a un projet de « thermoludisme » sur le site du château de Pioule où « *au siècle dernier on venait de Saint-Pétersbourg en train profiter des bienfaits du thermalisme de Pioule* »

Des loisirs organisés par des néo-nazis

Mais la nostalgie des loisirs tsaristes de la belle époque est un peu surannée. La mairie de Fréjus a voulu innover en créant une « *Surf Académy* ». Pour ce faire elle s'est acoquinée avec une société basée à Hong Kong et dirigée par un ancien néo nazi : Yann Tran Long dont le frère, Minh Tran Long, dirige la société de communication « *patrouille de l'événement* » qui œuvre aussi pour la ville de Fréjus ! Ces deux frères étaient membres de la Fédération d'Action Nationale et Européenne (FANE), groupuscule néo nazi dissous dans les années 80. Les amitiés du maire de Fréjus n'ont peut-être pas été du goût du préfet, alerté par la presse et les associations et le projet a été repoussé.

David Rachline s'occupe aussi de la culture et si Johnny était le bienvenu à Fréjus, ce ne fut pas le cas du chanteur Raphael ; celui-ci ayant, dans un clip, enfourché la statue de Jeanne d'Arc, le maire le traita de « *chantre des bas offices anti français* ». A défaut de pouvoir faire interdire son concert, les jeunes du FN de Fréjus ont manifesté le même jour en déployant une banderole « *la France tu l'aimes ou tu la quittes* ».

Un parti au service des trois maires ou vice versa..

C'est au Luc que la situation est la plus compliquée pour le FN : trois maires en deux ans ! La deuxième, Patricia Zirilli a jeté l'éponge en mars tout en précisant dans une lettre ouverte qu'elle ne démissionnait pas pour raison de santé mais à cause des pressions qu'elle subit de ceux qui lui reprochent « *de ne pas être assez FN* » et dont « *leur seule motivation pour Le Luc : enlever un drapeau européen, augmenter leurs indemnités sous prétexte que l'on est passé à plus de 10 000 habitants...* ». Le nouveau maire Pascal Verrelle représente l'appareil du parti mais sa majorité municipale est fragilisée après la démission de 7 membres depuis 2014.

A Cogolin, le côté 'Jet set' du maire et la balkanisation des finances de la ville (l'hebdomadaire satirique 'le Ravi' a surnommé la ville « *Cogolin-Perret* » en référence à la gestion des Balkans de Levallois-Perret) crée des tensions au sein du FN local et plusieurs conseillers municipaux ont démissionné dont deux pour raisons politiques.

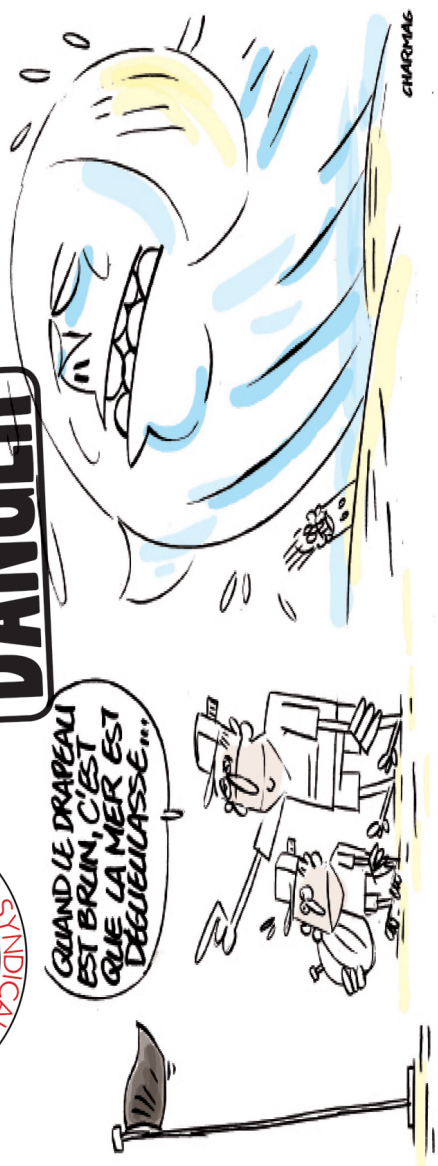
Le maire joue néanmoins de ses bonnes relations avec Marine et Marion Maréchal Le Pen pour tenir le parti. L'hebdomadaire 'Marianne', dans son édition du 29 avril 2016, relate son rapport dans une réunion interne du FN où il se donne le beau rôle lors des négociations avec Jean Marie Le Pen pour que le vieux chef ne se présente pas contre Marion Maréchal aux Régionales en PACA... mission réussie donc pour Marc Etienne Lansade qui rajoute : « *si je disais tout ce que je pense de la seconde guerre mondiale, je serai inéligible trois fois en cinq secondes* ». Les masques les mieux ajustés, comme celui que porte le maire de Cogolin, tombent parfois quand on est un peu trop sûr de soi et de l'image de play boy moderne que l'on veut donner.



ALERTE BLEU MARINE !

DANGER

QUAND LE DRAPEAU EST BRUN, C'EST QUE LA MER EST DÉGOUÛTÉE...



FACE AU FN : BARRAGE SYNDICAL

WWW.VISA-TSA.ORG / ASSOVISABIS@GMAIL.COM

A Fréjus, David Rachline, maire et sénateur, tient visiblement son parti. Ni ses amitiés assumées avec les néo nazis et les identitaires, ni ses relations de plus en plus tendues avec la presse régionale n'entament son crédit. C'est avec la direction nationale du parti que les choses sont plus compliquées pour lui. Ses projets d'amendement libéraux à la loi travail, en contradiction avec la ligne officielle, ont été mis à la poubelle.

Codex 83 versus FN 83

La réunion projection / débat autour du film « *Mains brunes sur la ville* » organisée par la Coordination 83 contre l'extrême droite regroupant des syndicats, organisations et associations, dont VISA, le 7 juin au Cannet des Maures, a été un franc succès. Geoffroy David, conseiller FN paca et adjoint au maire du Luc s'en est étranglé de rage et a commis un communiqué où il crache son venin, traitant la coordination de « *panel consternant de gauchistes cocufiés par le gouvernement actuel* » et « *d'associations auto proclamées « citoyennes » le tout clairsemé par le peu de communistes aigris et frustrés qui existent encore de nos jours* ». En un mot cette réunion les a beaucoup énervés et cela est bon signe pour la poursuite de l'action anti fasciste unitaire dans le Var ! Un bel exemple à suivre dans les territoires occupés par l'extrême droite !

EDUCATION NATIONALE
À LA PREFERENCE
~~LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ~~



- DOSSIER VISA -

FN ET ECOLE, **ENTRE RUPTURE ET CONTINUITÉ**



LE FRONT NATIONAL ET L'EDUCATION

- 44 -

Depuis qu'elle a pris la direction du Front National en 2011, Marine Le Pen a impulsé un tournant « républicain » à propos de l'Ecole. Nous allons d'abord mesurer l'importance de ce tournant par rapport au discours traditionnel de l'extrême-droite sur ce sujet. Puis nous verrons que ce tournant républicain insère en réalité le discours du Front National dans un discours réactionnaire à la fois plus global et plus classique. Dans une troisième partie nous précisons les propositions du Front National concernant l'Université.

DE L'ENNEMI À ABATTRE AU « SERVICE ORGANIQUE DE LA RÉPUBLIQUE » (Marine le Pen)

Jusqu'en 2011, concernant l'Ecole publique, le Front National (FN) considère l'Education Nationale comme l'ennemi à abattre. Le FN entretient alors un triple rapport avec l'école de la République que l'on peut résumer en trois termes : diabolisation, humiliation et sanction.

LA DIABOLISATION DE L'ECOLE PUBLIQUE

En ce qui concerne l'Ecole publique, rien ne trouve alors grâce aux yeux du Front National. En effet, celle-ci n'est qu'un monstre aux multiples visages. C'est d'abord un monstre idéologique. Ce monstre, c'est le totalitarisme. Il est affamé d'égalitarisme en dévorant chaque jour les différences des enfants ; obsédé de collectivisme, il broie leurs consciences ; machiavélique, il manœuvre leur innocence. L'ancien dirigeant du Front National, et universitaire, Jean-Claude Martinez, exprime bien la pensée frontiste de l'époque lorsqu'il écrit en 1986 : « *Jamais la volonté idéologique de « déconstruire », pour arriver à travailler les cerveaux et modifier les rapports sociaux, n'avait été poussé au point de perversité de l'école manipulée aujourd'hui. Exceptée bien sûr dans la Chine d'hier, l'Union Soviétique de toujours, le Cambodge de la déchirure et la Suède d'Olof Palme* ». Pour lui, cette situation ne date pas d'hier ; c'est le projet

éducatif issu de la Révolution française qu'il remettait en cause : « *tout a commencé chez nous, en fait, avec Condorcet et son plan du 20 avril 1792* ». Il mettait ensuite en cause le plan Langevin-Wallon issu des réflexions de la Résistance, et la création du collègue unique par la réforme Haby en 1978.

Jean-Claude Martinez exprime ici parfaitement la pensée de l'extrême droite : ce qu'elle attaque c'est la mainmise de la République sur l'École. En revendiquant haut et fort la diffusion des Lumières et la destruction des préjugés, l'école de la République met à bas de séculaires et précieux réseaux de savoirs et d'expériences lui préexistant. Le journal 'Présent', d'orientation catholique intégriste et très proche du FN sous Jean-Marie Le Pen, lâche le morceau : « *anéantissant un enseignement qui était jusqu'alors sous la responsabilité des familles et de l'Église* ». Et le journal de dénoncer Ferry, Bert et Grévy qui ont fabriqué une machine à faire des républicains ! Mais le pire est à venir car, pour « Présent », à la dictature républicaine succède la dictature communiste. En effet, le plan Langevin-Wallon, plan « communiste », continue l'oeuvre destructrice de la Révolution et de la République bourgeoise en préconisant un tronc commun de scolarisation pour tous les enfants de 6 à 18 ans ! C'est opérer, « *sur le modèle soviétique* », une mainmise sur les jeunes esprits ! C'est asséner des sophismes aussi horribles que : « *tous les enfants sont égaux en intelligence* » « *le milieu socioculturel crée des inégalités* » ! Pour « Présent » l'École a pour unique objectif la formation « *d'une masse contrôlable et malléable à merci, composante d'une société collectiviste ou technocratique* ».

Et le parti lepéniste de se lancer dans une dénonciation de la propagande qui serait diffusée par l'école de la République (des idées odieuses comme les valeurs de liberté, d'égalité et fraternité ainsi que les droits de l'homme !). Par exemple, Bruno Mégret, alors numéro deux du FN, s'insurge, au moment du bicentenaire de la Révolution, contre la « *propagande cosmopolitique* » qui s'empare alors de toute l'École publique, faisant l'apologie de l'immigration, du multiculturalisme et du mondialisme, dénonçant les crimes de la France et de l'Europe, générant, aux yeux du responsable frontiste, chez l'élève un sentiment de honte et de culpabilité. Encore une fois, l'extrême droite en profite pour dénoncer le viol de conscience dont seraient victimes les enfants. La présence de SOS-Racisme lors des semaines antiracistes est particulièrement dénoncée. On trouve aussi le thème de l'enseignement aux mains des marxistes et des syndicats. Ainsi « Français d'abord », journal du FN, affirme en octobre 1995 que « *l'éducation ne doit pas être laissée aux mains des syndicats marxistes inféodés au nouvel ordre éducatif mondial* » (n° 223). Encore en 2001, le même journal explique que, sous la pression des syndicats, l'enseignement public est devenu « *le secteur de l'enseignement marxiste* ». On remarquera que le FN insiste sur le rôle des syndicats enseignants dans ce travail d'endoctrinement totalitaire ! Au total, comme l'écrit l'historien Jean-Michel Barrault, pour le FN et l'extrême-droite en général « *le monopole de l'éducation nationale est 'liberticide' et 'd'essence totalitaire' et la seule chose que craindrait l'Éducation nationale serait de perdre son pouvoir de façonner les esprits* ».

L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE HUMILIÉE

Pour le FN, l'École publique ne sert pas seulement à contrôler les esprits. Elle détruit aussi la Nation en rabaissant le niveau scolaire et en n'enseignant plus la morale. Au fond, l'École publique est l'outil de la décadence du pays. Ici, il faut observer un point important : l'extrême-droite est la première à entonner le refrain du désastre scolaire, refrain qui va devenir une véritable ritournelle dans les années 80. C'est, en effet, dès 1982 que 'Présent' met en avant un prétendu effondrement général du niveau scolaire, soit une bonne année avant 'Le poisson rouge dans le Perrier' de Despin et Bartholy qui inaugure la littérature de déploration scolaire. Ce qui va distinguer l'extrême-droite au sein du camp des déclinistes, c'est qu'elle va plus loin dans son diagnostic que l'analyse en termes de baisse de niveau. Pour elle, c'est bien de décadence dont il s'agit ! Ainsi, alors que les plus pessimistes parlent de 40 % d'élèves illettrés à la fin des années 80, 'Présent' fait plus fort : 50 % ! Le journal met en scène une stagnation séculaire : « *Pourquoi un siècle après les lois du 7 juin 1881 et du 28 mars 1882 qui rendaient gratuit et obligatoire l'enseignement primaire, la France se retrouve avec quasiment la même proportion d'illettrés ? Alors que les contribuables voient depuis des années consacrées à l'Education nationale l'équivalent de 80 % de l'impôt sur le revenu* ». L'échec est donc total. En 2002, Jean-Marie Le Pen va même jusqu'à claironner : « *si elle était cotée en Bourse, ses actions vaudraient moins cher que celles de n'importe quelle entreprise Internet.com* ».

- 46 -

Mais il n'y a pas que le niveau scolaire qui soit en baisse. Il y a aussi les mœurs. Et, ici, l'extrême-droite fait très fort : à l'accusation de totalitarisme, elle joint celle de laxisme libertaire ! L'école de la République cumulerait tous les vices et donc les plus contraires en même temps ; elle est despotique et permissive, sanguinaire et lascive ! Ainsi, la presse d'extrême-droite rend compte méticuleusement de tous les événements scolaires à connotation sexuelle pour dénoncer la décadence morale : conférence sur l'homosexualité de Jean-Louis Bory devant des lycéens en 1975 (propagande pornographique selon 'Minute'), sondage sur la sexualité au sein d'un lycée lyonnais en 1983, brochure sur la sexualité du ministère de l'Éducation Nationale en 1984 (« *petite ordure officielle* » selon 'Minute'), manuels de biologie de Quatrième en 1989 complaisants envers l'homosexualité, voire pornographiques.

La palme revient à Jean-Claude Martinez qui écrit en 1986 : « *Il est vrai, au moins, qu'il vaut mieux payer au Centre national d'enseignement à distance (CNED) un enseignant restant à la maison, plutôt que de le voir pratiquer sur les élèves la perversion des atouchements pédagogiques de l'Institut national de la recherche pédagogique* ». Ce qui s'exprime, cette fois, c'est la haine des enseignants comme de la pédagogie, les deux étant renvoyées à une perversité intrinsèque. Orthographe, illettrisme, sexualité mais aussi violence, l'extrême-droite transforme ces grands débats de société en signes objectifs de la perversité de l'École républicaine, responsable d'une prétendue décadence du pays à laquelle le nationalisme autoritaire est sensé mettre fin.

L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE SANCTIONNÉE

Cette sanction sera à la hauteur des fautes de l'école de la République : lourde. C'est en effet tout simplement la destruction de l'Education Nationale que projette le FN en 2002 à l'approche des élections présidentielles.

Il reprend tous les attendus du procès que l'extrême-droite mène contre l'école de la République. Cette dernière est responsable de la décadence culturelle de la France. Le programme parle alors de ruine de « *l'ordre du temple scolaire* », admirable image comparant l'Ecole républicaine à une secte criminelle. L'illettrisme, la violence scolaire sont dénoncés mais ces maux, affirme le programme frontiste, ont été voulus ; il cite le philosophe ultra-libéral Philippe Nemo qui stigmatise le caractère soviétique de l'Education Nationale et il reprend la mise en accusation du plan Langevin-Wallon qui aurait liquidé l'enseignement traditionnel pour construire un « *homme nouveau* » dans la plus pure conception communiste mais qui, chose remarquable, aurait été repris par tous les gouvernements de la Ve République, de droite comme de gauche. On n'est pas loin d'une vision complotiste de l'Histoire ! Enfin, le texte reprend le procès en laxisme où l'enseignant serait devenu un simple animateur socio-culturel de par la volonté des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (IUFM).

Le procès étant fait, le FN de 2002, celui de Jean-Marie Le Pen, avance ses propositions :

- Abolition du collège unique, produit de l'idéologie communiste appliquée à l'éducation et qui a engendré l'illettrisme !
- Rétablissement de la sélection avec examen d'entrée en Sixième, barrières au passage en classe supérieure en Troisième et en Terminale pour stopper les « *ignorants* » ;
- Réduction de la durée de la scolarité obligatoire de 16 à 14 ans ;
- Suppression des IUFM et de l'INRP (Institut National de la Recherche Pédagogique) c'est-à-dire des lieux où se pense la pédagogie (« *pédagogie subversive qui a fait des millions de sacrifier sur le front de la Culture* » selon le FN) ;
- Suppression de la carte scolaire ;
- Création d'un chèque scolaire : proposition 2 : « *chaque famille française sera attributaire d'une allocation annuelle, pour chacun de ses enfants soumis à l'obligation d'instruction. Le chèque scolaire, financé par le budget de l'État, éventuellement complété par les collectivités locales, variera en fonction de l'âge de l'enfant. Il permet l'inscription de l'enfant dans l'école choisie par les parents, quel que soit son statut... Le chèque scolaire permet le financement des frais d'inscription, de scolarité et de fonctionnement des établissements publics ou privés, choisis par les parents* ». Cette proposition est la plus importante pour mettre fin au monopole de l'État sur l'éducation, monopole que l'extrême-droite a toujours combattu jusqu'alors. Elle est liée à la proposition suivante ;

- Mise en place de l'autonomie des établissements ; à lire la proposition 7 elle serait presque totale : « *l'établissement déterminera son budget, les conditions d'admission et de contrôle des connaissances, la discipline et le règlement intérieur, l'effectif et les conditions de recrutement des professeurs* » ;
- Au nom de la préférence nationale, les enseignants étrangers seront chassés de l'Ecole publique et les Zones d' Education Prioritaire (ZEP) seront supprimées ;
- Au nom de l'idéologie nationale définie par le FN, les programmes scolaires seront révisés : rétablissement des cours de morale (centrés sur les devoirs, le FN ignorant sans doute que les citoyens ont des droits), valorisation des « *incomparables acquis de la civilisation française et occidentale* » en Histoire-Géographie mais aussi en Français, Arts Plastiques et Musique. L'idéologie frontiste s'attaque même à la pédagogie : seule la méthode syllabique sera admise pour enseigner la lecture, l'enseignement de l'Histoire devra être exclusivement chronologique. En bref, c'est le retour à la pédagogie de l'école de grand-papa lorsque les enfants d'ouvriers, de paysans, d'employés étaient rapidement exclus du système scolaire !
- une réponse sécuritaire à la violence scolaire : le programme de 2002 ne fait pas dans la dentelle : « *les élèves auteurs de troubles graves seront définitivement exclus et, le cas échéant, poursuivis pénalement. Les forces de police pourront pénétrer dans les établissements scolaires à simple réquisition des chefs d'établissement ou des autorités locales* ». Tout dépend de ce que l'on nomme un trouble grave mais il faut en tout cas rappeler que les meurtres ne sont pas une réalité quotidienne dans l'école française et que la violence scolaire est surtout faite d'incivilités. La 'solution' du FN est donc inadaptée et sécuritaire alors qu'une vraie solution doit se situer sur le terrain éducatif. Reste que l'objectif du FN, en fait, est de pouvoir faire rentrer la police dans les établissements scolaires et ceci même sans l'autorisation des représentants de ces derniers ;
- une remise en cause de l'école maternelle : l'éducation de la petite enfance doit être remise aux familles « *aidées* » par l'institution du revenu parental. Cela renvoie à une idée directrice de l'idéologie frontiste en matière d'éducation selon laquelle celle-ci est le monopole de la famille et non de l'État qui doit se limiter à instruire. On sait que cette idée s'articule autour d'une vision réactionnaire de la famille et du rôle, en son sein, de la femme. On sait aussi que plus tôt les enfants sont instruits et éduqués dans un cadre collectif pré-scolaire et moins les inégalités scolaires se développent par la suite mais cette idée n'est bizarrement pas reprise par le FN.

En conclusion, le Front National de Jean-Marie Le Pen a donc une vision bien précise de l'Ecole publique au début des années 2000, vision forgée depuis plusieurs décennies par des intellectuels d'extrême-droite : celle d'une école totalitaire « *communiste* » qui formate l'esprit des Français pour leur faire renoncer à leur identité nationale. À cette vision correspond une politique radicale fondée sur la destruction de l'Education Nationale et la mise en place d'une école où les jeunes sont instruits ... par l'idéologie du FN, véhiculée par des institutions scolaires publiques et privées mises en concurrence.

Dans quelle mesure Marine Le Pen rompt-elle avec cette vision et cette politique ?

MARINE LE PEN EN RUPTURE AVEC LA TRADITION FRONTISTE ENVERS L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE

Comme nous l'avons signalé plus haut, tout tient dans la première phrase du chapitre sur l'Ecole du programme présidentiel de 2012 : « *l'école est un service organique de la République* ». Cette affirmation n'est pas banale par l'emploi du mot organique. Marine Le Pen semble bien rompre avec une vision de l'État centré sur les seuls appareils dits régaliens (Armée, Police, Justice) en posant l'existence d'un lien intime entre la République et son école. En conséquence, elle développe une conception de l'école sanctuaire : « *l'école est un lieu à part dans la République, ce n'est pas un simple appendice de la société* ». Elle insiste également sur la nécessaire péréquation devant assurer l'égalité entre tous les élèves sur tout le territoire national, tout en acceptant la décentralisation. Concernant l'Université, elle insiste sur le nécessaire réinvestissement de l'État dans ce secteur en créant « *un grand service public national de l'enseignement supérieur* ». Plus loin elle précise que les Universités ne sont pas des entreprises mais des établissements publics.

Plus significatif encore, un certain nombre de thèmes classiques du discours de l'extrême-droite sur l'Ecole ont disparu. Le texte ne comporte aucune valorisation de l'enseignement privé, ignore toute réflexion sur l'autonomie des établissements scolaires, ne fait aucune allusion à l'idée de chèque scolaire permettant aux familles de choisir leur école. Ce sont tous les thèmes axés sur la destruction de l'école républicaine qui ont disparu. On pourrait donc en tirer la conclusion que la réflexion de la candidate du FN ne se situe plus dans un horizon d'extrême-droite. En fait, le visage de l'Ecole affiché par Marine Le Pen se situe plus classiquement dans une vision réactionnaire de l'école républicaine, vision qui, il faut le dire tout de suite, est partagée par certains à droite comme à gauche.

UNE VISION RÉACTIONNAIRE DE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE

En fait, on peut dire qu'avec Marine Le Pen, l'Ecole détestée n'est plus celle fondée par les révolutionnaires et Condorcet, ni celle instituée par Jules Ferry et la IIIe République, ni même celle voulue par Langevin et Wallon après la Seconde guerre mondiale mais bien celle qui serait née de mai 68.

Car ce que propose fondamentalement Marine Le Pen c'est de revenir à l'Ecole telle qu'elle était avant les années 1970, apogée du mouvement de démocratisation scolaire. En effet, elle propose une école qui instruit mais qui n'éduque pas (cela est du ressort de la famille), une école qui assure la sélection des meilleurs prétendument par la promotion de tous. Cela, on le trouve déjà dans le programme de 2002 mais elle y ajoute une expression chère à Jean-Pierre Chevènement, celle d'élitisme républicain,

associée à celle d'effort individuel et d'égalité des chances qui en modifie le sens idéologique (on récompense le méritant et non le plus fort). Que cet élitisme soit le masque « progressiste » de la reproduction scolaire des inégalités sociales ne fait pas partie de l'horizon intellectuel de Marine Le Pen.

Concernant les savoirs, elle reprend le programme de 2002 en proposant un recentrage sur le français, le calcul, l'histoire-géographie et la morale. Elle insiste particulièrement sur le français : la lecture ne doit s'enseigner que par la méthode syllabique, l'orthographe et la grammaire sont réhabilitées, l'histoire doit être chronologique, l'accent étant mis sur la mémoire (aucune référence à l'esprit critique) et centrée sur la France de même que la géographie. Finies les disciplines d'éveil (il n'est désormais plus question, dans ce programme, des disciplines artistiques et sportives, disciplines sur lesquelles le FN insistait tant en 2002), l'ouverture historique et géographique vers d'autres civilisations.

De même, la conception de la relation pédagogique fait référence à l'école de nos arrière-grands-parents : « *le maître sait, et n'a pas à être tutoyé par l'élève, qui lui doit respect et obéissance pour apprendre grâce à son effort évalué par la notation* ». Tout y est : obéissance, hiérarchie, sélection. L'école n'est pas un lieu de vie où l'enfant construit son savoir en interaction avec l'adulte : « *le professeur est au-dessus de l'élève* » il doit donc être respecté par l'élève qui doit se lever lorsqu'il rentre en classe pour dispenser son savoir. La hiérarchie devra aider le professeur à retrouver son autorité.

- 50 -

Marine Le Pen se situe aussi en cohérence avec les positions traditionnelles du FN lorsqu'elle s'en prend à la pédagogie et aux pédagogues mais elle modifie le sens idéologique de l'attaque : les méthodes pédagogiques, totalitaires par essence, ne sont pas intrinsèques au projet de l'école de la République mais, au contraire, « *ont démantelé l'école de la république* ». Elle reprend alors la métaphore du monstre en accusant les pédagogues d'avoir fait de « *nos enfants des cobayes livrés à toutes les expériences plus catastrophiques les unes que les autres* ». Il s'agit donc de stopper l'action de ces savants fous créateurs de monstres frankensteiniens ! Elle réussit même le tour de force de rendre responsables les pédagogues du renforcement des inégalités sociales à l'École. Bref, cette dernière, vue par Marine Le Pen sent la naphtaline dans la mesure où les « *méthodes et l'état d'esprit pédagogistes n'y ont plus leur place* ».

Enfin, Marine Le Pen développe une vision sécuritaire de l'école. Ce point n'est pas développé mais ce qui est dit est suffisamment clair et cohérent avec le reste des positions du FN : « *l'insécurité doit être traitée de la même manière que l'insécurité en général : tolérance zéro* ». Le fait que des jeunes soient en cause n'est pas à prendre considération, on doit faire comme s'ils étaient des adultes ! Et le traitement des problèmes obéit à un principe radical, l'intolérance la plus totale. On est là aussi dans

la continuité de 2002, la précision en moins. Sans doute parce que tout cela va de soi du point de vue du FN.

LES HABILÉTÉS DU TOURNANT « RÉPUBLICAIN »

On ne peut qu'être frappé par l'habileté du programme de Marine Le Pen concernant l'Ecole lors de la campagne de 2012. Ce programme est d'abord habile par rapport à Sarkozy et à l'UMP (devenue depuis LR). En effet, en 2007, c'est sur le thème de la rupture que Nicolas Sarkozy a été élu. Et avec quoi fallait-il rompre en priorité selon le candidat de l'UMP d'alors sinon avec mai 68 et son héritage politique et culturel ? Or, cette rupture ne va pas se produire au niveau de l'Ecole dans les cinq années qui vont suivre. Dans le Primaire, les politiques des différents ministres de Sarkozy enregistrent le « *pluralisme pédagogique* » dans le domaine de l'apprentissage de la lecture, veulent un retour aux fondamentaux (français et mathématiques) mais poursuivent l'ouverture linguistique et culturelle. Surtout au niveau du collège, après bien des hésitations, la notion de socle commun est mise en application. En fait, la politique du Ministère de l'Education Nationale se contente, si l'on peut dire, de mettre en application à l'école la diminution des moyens financiers et humains accordés au Service public dans le cas d'une politique libérale (le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux conduit, en cinq ans, à la disparition de plusieurs dizaines de milliers de postes d'enseignants). Même la suppression des IUFM est justifiée par des contraintes budgétaires. L'habileté de Marine Le Pen est donc double : d'un côté elle conteste la politique libérale menée par Sarkozy et annonce qu'elle mettra fin au dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux si elle est élue ce qui ne peut que satisfaire les enseignants ; de l'autre, elle retourne contre Sarkozy la thématique de la rupture avec l'Ecole née de mai 68, en particulier avec la pédagogie (ce qui satisfait l'électorat de droite). La vraie candidate de la rupture c'est elle, Sarkozy n'ayant pas rompu, en matière scolaire, frontalement avec le pédagogisme ! Il est clair en 2016 que la Droite n'a toujours pas trouvé la parade ...

On voit donc que son programme est également habile vis à vis des enseignants. D'abord parce qu'il pointe de réels problèmes que vivent les enseignants aujourd'hui : restriction des moyens pour enseigner, violence, baisse du niveau (inexistante pendant longtemps, celle-ci est réelle depuis la deuxième moitié des années 90) et maintien de l'échec scolaire. Ensuite, parce qu'il apporte des solutions simplistes et séduisantes à ces problèmes : beaucoup d'élèves sont en échec au collège, supprimons le collège unique (au lieu de réfléchir aux moyens de soulager ses difficultés) et réduisons la scolarité obligatoire de 16 à 14 ans ! Peu de syndicats enseignants avancent de telles solutions, signes d'un renoncement à l'école démocratique. Mais il suffit de séjourner quelque temps dans une salle des profs pour entendre de nombreux enseignants, y compris des militants syndicaux, préférer de tels propos. Marine Le Pen sait qu'une bonne partie du milieu enseignant aspire à un retour à plus d'autorité, à un recentrage sur l'instruction et les savoirs plutôt qu'à une prise en charge de l'éducation d'un

jeune dans la totalité de ses dimensions, à une orientation plus précoce. Elle sait qu'une bonne partie du milieu conteste non seulement l'austérité budgétaire mais aussi l'esprit pédagogique de certaines réformes comme celle sur le socle commun. D'où la « *lettre aux enseignants* » de février 2010. Les enseignants étaient en 2002 l'électorat le plus hostile à Jean-Marie Le Pen. Indiscutablement, de fortes résistances à l'influence des idées réactionnaires du FN existent toujours dans ce milieu en 2016. Mais Marine Le Pen n'a pas tort de penser qu'elle et le FN peuvent y faire de substantiels gains électoraux.

Enfin, le programme du FN de 2012 est habile par rapport à celui de 2002 ! La crise de l'École a été aggravée par la politique de Sarkozy. Or, certaines des réformes de ce dernier étaient également voulues par le parti lepéniste en 2002 (ainsi qu'en 2007). Le FN réclamait l'autonomie des Universités réalisée par la loi LRU, aujourd'hui dénoncée avec force par ... Marine Le Pen. De même, la désastreuse réforme de la formation initiale des enseignants avec la suppression des IUFM était voulue par le FN. Le repositionnement de Marine Le Pen masque donc cet état de fait et amène à une autre série de remarques critiques : ce tournant républicain est-il sincère ?

UN TOURNANT « RÉPUBLICAIN » QUI MANQUE DE SINCÉRITÉ

Lorsque Marine Le Pen s'adresse aux enseignants, et plus largement aux fonctionnaires, elle évoque toujours la figure rhétorique du malentendu pour expliquer les difficiles rapports du FN avec ces groupes sociaux. Ainsi, au colloque sur l'École du think-tank 'Idées Nation' dirigé par Louis Aliot, vice-président du FN, elle déclare le 29 septembre 2011 : « *Longtemps, il y a eu un malentendu entre nous. Longtemps, nous avons donné le sentiment de vous regarder en ennemi.* ». La haine du fonctionnaire et de l'enseignant ne s'expliquerait pas par la haine de la République mais par un problème de communication ! L'examen des positions de l'extrême-droite par rapport à la République et son école auquel nous avons procédé montre clairement que ce point de vue n'est pas sérieux. Les enseignants étaient des ennemis parce qu'ils étaient les moteurs de l'École républicaine, l'école de la « gueuse » détestée par la droite radicale et notamment par sa branche contre-révolutionnaire, bien représentée au 20^e siècle par Charles Maurras et l'Action Française où elle se mélange avec le nationalisme. Il n'y a donc pas une simple affaire d'ordre médiatique mais un problème idéologique de fond. Or, ce problème, Marine Le Pen ne veut ou ne peut l'affronter.

Donc, tant que le FN et sa présidente ne se livreront pas à un aggiornamento profond, les tournants du FN ne pourront être lus que de manière rhétorique au sens où ils seront référés à une stratégie discursive en vogue au sein de l'extrême-droite française depuis la naissance et le développement de la Nouvelle Droite dans les années 60 et 70 : pour les masses un discours changeant en fonction de la conjoncture (ici l'aggravation de la crise de l'école, le déclassement des enseignants) dans le but de

saisir des votes, pour les dirigeants et les cadres du parti un discours idéologique cohérent, les deux niveaux ne devant pas interférer. Or, il n'est toujours pas question d'aggiornamento idéologique profond comme le prouve le séminaire qui a réuni la direction du FN en février 2016...

LE FN EN ACTION SUR LE TERRAIN SCOLAIRE : LES MUNICIPALITÉS

Depuis 2012, le discours du FN, en particulier celui de Marine Le Pen, n'a pas fondamentalement changé. Il paraît donc plus intéressant d'analyser la manière dont le parti frontiste met en place son discours sur l'École lorsqu'il est au pouvoir. Fort heureusement, cela se limite pour l'instant à quelques mairies, le FN n'ayant finalement conquis ni département, ni région. On peut faire deux séries de remarques sur cette mise en pratique. Il faut tout d'abord observer que le FN est très discret, dans sa propagande, sur les mesures prises par ses maires sur le terrain scolaire, signe qu'il ne s'agit pas, là, de sa priorité. Ensuite, ce silence du parti ne signifie pas que ces maires sont inactifs. Mais l'action entreprise correspond bien davantage au discours traditionnel de l'extrême-droite sur l'école de la République qu'à la ligne impulsée par Marine le Pen et affichée par le collectif Racine !

LA DISCRÉTION DU FN SUR SES « RÉALISATIONS » SCOLAIRES MUNICIPALES

Fin 2014, le FN a sorti un premier bilan d'étape de la gestion municipale des villes en question. Force est de constater que ce bilan en matière scolaire est fort mince : aucune rubrique n'est consacrée à cette matière dans le document de bilan. A croire que tout va bien au niveau du nombre d'écoles primaires qui doivent toutes être dans un état impeccable ! Aucune construction, aucun entretien, aucun programme d'équipements ne sont prévus par les mairies frontistes.

De même, rien n'est dit sur la mise en place des nouveaux rythmes scolaires, réforme à laquelle le FN s'est fortement opposée au niveau national lors de son adoption. On apprend seulement que le maire de Beaucaire a lancé une consultation des parents, ce qui est d'une originalité folle, et que le maire du 7^e arrondissement de Marseille a dû mettre à disposition les centres aérés de son secteur le vendredi après-midi pour faire face à la carence d'offre périscolaire (le texte ne dit pas que cette carence est le fait de la mairie centrale de Marseille, Gaudin ne voulant pas, dans un premier temps, mettre en place cette réforme). Autant dire, que le maire FN a donc fait en sorte que la réforme soit appliquée !

Par contre, au niveau symbolique, le FN met en avant que ses maires ont refusé les « menus spéciaux » dans les cantines scolaires et ajoute que celui de Cogolin

a mis en place l'élitisme républicain à travers la création d'une bourse au mérite pour une bachelière de la commune ayant été reçue avec plus de 18 de moyenne au baccalauréat !

DES ATTAQUES CONTRE L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE QUI SE MULTIPLIENT

Comme VISA l'a signalé dans ses chroniques sur les villes frontistes, si les débuts des nouveaux maires furent discrets, le naturel de l'extrême-droite est vite revenu au galop. C'est bien le cas sur le terrain scolaire. On peut faire quatre observations sur les politiques scolaires frontistes.

La première concerne la mise en place d'une sélection par l'argent. Ainsi, le maire de Baucaire a décidé d'interdire l'accès à la cantine aux enfants dont les parents ont un retard de paiement des frais. Entre priver de repas les enfants des plus pauvres et gagner quelques milliers d'euros, ce maire a su faire un choix de classe assez odieux. Mais il ne s'est pas arrêté là puisqu'il a décidé de faire payer les Temps d'Activités Périscolaires (TAP), soit plus de cent euros par an et par enfant, et d'augmenter les tarifs du centre aéré. Le maire de Mantes-la-Ville a également mis fin à la gratuité des TAP après les avoir transformé en simple garderie en refusant de recruter des animateurs. Ce qui ne l'empêche pas d'empocher l'aide financière de l'Etat et de la CAF (220 000 € !). Depuis que le FN a revu le budget municipal à la baisse, le tarif des centres aérés a également été augmenté de façon sensible et il y a de moins en moins de sorties pendant les vacances d'été. Bref, le FN aux affaires scolaires c'est une politique anti-pauvres ! Le maire de Béziers n'est pas en reste en supprimant l'accueil du matin pour les enfants de chômeurs. Quant au maire de Fréjus, il veut promouvoir le bénévolat ! Il a voulu faire signer une convention d'occupation des ateliers communaux aux artistes, les obligeant à effectuer des garderies dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires. Ceux qui refuseraient verraient leur bail résilié. Face à ce chantage, une partie des artistes de Fréjus a créé 'la fourmilière' et se sont délocalisés à St Raphaël, où la mairie (LR) leur a loué un local. Au final, « *plus de la moitié partent, vont partir ou dénoncer la nouvelle convention* » explique Olivier Isselin, porte parole des artistes fréjussiens (la Marseillaise du 17/11/2015).

On peut observer d'autre part que les maires frontistes ont baissé leurs dotations pour les écoles. Ainsi, à Fréjus, le budget de fonctionnement a baissé de 20%. De même, le budget pour acheter des manuels et des fournitures scolaires est passé de 43 à 36 euros par enfant. Les subventions pour les classes-découverte ont été supprimées. A Béziers, l'étude surveillée a été remplacée par un simple système d'accueil ; des travaux prévus ont été supprimés dans un groupe scolaire (dénommé Nelson Mandela !) pour une somme de 100 000 €. A Cogolin, la mairie n'offre plus de dictionnaire aux élèves de CM2 qui passent en Sixième pour des « *raisons budgétaires* ».

Toutes les coupes budgétaires 2016 ne sont pas encore connues mais la mairie a déjà fait savoir que le budget des écoles allait être diminué. Toujours en ce qui concerne les écoles, le transport des enfants par les cars communaux pour des activités hors des murs (piscine, voile, sorties éducatives etc.) sera supprimé au profit d'une entreprise de cars privée. Enfin, dès septembre 2016, il n'y aura plus d'études du soir payées par la commune aux enseignants, ils seront remplacés par des bénévoles.

Un autre axe des politiques municipales frontistes est de s'attaquer au droit à l'éducation des élèves allophones. Le maire de Beaucaire a été particulièrement en pointe lorsqu'à la rentrée scolaire 2014, devant accueillir 22 élèves allophones en Primaire et 9 en Maternelle, il déclare : « *cet accueil contribue à l'abaissement du niveau général de nos enfants français parce que figurent dans leurs classes quelques élèves allophones* ». A noter que certains de ces élèves arrivent du Maghreb, d'autres d'Espagne. On retrouve là une xénophobie en matière de politique scolaire que l'on n'avait pas revu depuis les années Mégret (lorsque le programme du FN réclamait le renvoi des élèves étrangers), la présence d'élèves étrangers expliquant le déclin de l'école française. Bien évidemment, il dénonce également le coût financier de l'aide à ces élèves pour les contribuables de sa commune. Le même type d'attaque est porté par la mairie de Fréjus en février 2015 : la mairie met alors en cause le bien-fondé du dispositif ELCO (Enseignement des Langues et Cultures d'Origines) à destination des élèves allophones. Il s'agirait d'un dispositif favorisant la montée du communautarisme, un dispositif que « *les difficultés croissantes d'intégration* » ne justifient plus. Il s'agit sans doute d'humour involontaire ! Ce qui n'empêche pas que cette attaque soit relayée, au niveau national, par la députée frontiste Marion Maréchal-Le Pen, à l'Assemblée Nationale, le 25 février 2015.

On connaît davantage l'attaque islamophobe concernant les repas de substitution dans les cantines scolaires, que le FN revendique dans son document de bilan (même si c'est de façon euphémisée puisque l'islam n'est pas désigné comme tel - cf plus haut). Attaque dont on sait qu'elle est sans fondement, nul écolier français ne s'étant vu imposer des repas sans porc et les repas de substitution répondant à d'autres logiques que religieuses.

Enfin, et c'est peut-être l'axe le plus significatif, les maires frontistes n'ont pas hésité à manifester leur mépris pour les enseignants et leurs syndicats et l'école de la République plus généralement. Ainsi, à Beaucaire, le maire a été condamné en septembre 2015 par la Justice pour avoir injurié une syndicaliste de la CGT, enseignante dans un lycée de sa ville. Il est également condamné pour avoir déclaré que le comportement de certaines enseignantes n'avait « *rien à envier à celui de racailles* ». Toujours en septembre 2015, Robert Ménard, maire de Béziers, a menacé un enseignant de le gifler et de le faire muter hors de la ville car celui-ci refusait de lui serrer la main lors d'une visite dans une école municipale. Pour finir, nous ne pouvons pas passer sous silence la vision qu'a Stéphane

Ravier, le maire du 7^e secteur de Marseille, de l'Ecole publique. Il déclara en effet, lors de la séance du Conseil d'arrondissement du 14 décembre 2015 : « *l'Education de Mme Najat Belkhacem, qui n'a plus rien de Nationale, où on apprend la violence et tous les trafics, ... Heureusement qu'il existe les écoles privées avec des vrais enseignants et non ces militants des écoles publiques, pas respectables, qui ne protègent pas les enfants, heureusement qu'il existe des écoles privées pour que les élus y envoient leurs enfants.* ». Où l'on retrouve le ' bon ' vieux discours de l'extrême-droite, à mille lieux des affirmations 'républicaines' de Marine Le Pen et de Florian Philippot.

En conclusion, on ne retrouve dans ces politiques nulle volonté de redresser une Ecole républicaine qui serait pourtant en perdition. Au contraire, ces politiques sont très « vieux FN » par leur hostilité aux pauvres, aux étrangers et ... aux enseignants et à leurs syndicats ! A une différence près d'ordre stratégique et non idéologique : l'exemple de la réforme des rythmes scolaires, appliquée par les élus frontistes, montre que la direction nationale du FN n'entend pas se servir des municipalités frontistes pour illustrer ses prises de position et démontrer concrètement son opposition aux ' partis du Système '. Un des objectifs est bien de construire des cadres politiques locaux crédibles permettant d'enraciner durablement le FN. Aux risques qu'un hiatus apparaisse entre la politique défendue nationalement et les choix des élus locaux et que des baronnies locales se constituent (à l'image de celle des Bompard à Orange et Bollène). Il faut reconnaître que la dynamique électorale du Front est telle aujourd'hui que ces risques ne sont aujourd'hui que des potentialités. Y compris chez les enseignants ...

- 56 -

LA PROGRESSION INQUIÉTANTE DU VOTE FRONTISTE CHEZ LES ENSEIGNANTS EN 2015

Entre 2012 et 2015, le vote des enseignants est passé de 6% des suffrages exprimés pour les professeurs des écoles à 9,8% (il s'agit des intentions de vote déclarées lors de l'Enquête électorale française réalisée par le CEVIPOF), de 5% à 9,2% (même source) pour les enseignants du second degré. Durant la même période la gauche contestataire s'est écroulée chez ces derniers de 15% à 8% et de 18% à 9% chez les instituteurs et professeurs des écoles. Dans sa note qui porte sur le vote aux Régionales de 2015 des fonctionnaires (donc un ensemble plus vaste que le seul milieu enseignant), le politologue Luc Rouban explique la progression du vote FN au sein des trois fonctions publiques (Etat, dont font partie les enseignants, Territoriale et Hospitalière) par la nouvelle offre du FN (défense des services publics), la politique de la gauche (gel du point d'indice, réduction des effectifs – mais ce point ne concerne pas le milieu enseignant) qui amoindrit la capacité d'action de l'Etat face aux problèmes que vivent les habitants (chômage, terrorisme), un comportement électoral qui serait d'autant plus contestataire que les salariés croient très peu à la contestation syndicale (mais est-ce vraiment le cas en milieu enseignant même s'il ne s'agit pas de nier l'affaiblissement et la division des syndicats enseignants?) et, enfin, « *le décalage entre les discours sur la République et la*

laïcité et les pratiques du terrain où les demandes communautaires se multiplient » (cette question peut effectivement avoir un poids certain au sein du milieu enseignant même si on manque d'études précises). Luc Rouban note aussi l'importance des sentiments xénophobes et hostiles à l'islam et, surtout, que les agents de l'Etat, ceux de catégorie C mais pas seulement eux, ont le sentiment que ce dernier ne défend plus l'intérêt général. Et le chercheur de conclure sur la responsabilité des hommes politiques incapables de définir une « *philosophie claire de l'Etat et des services publics* ».

Il est clair que les enseignants ressentent un déclasserement de leur profession que le gel du point d'indice symbolise. La conscience d'être parmi les enseignants les moins bien payés de l'Union Européenne est aujourd'hui très prégnante chez eux. Il est non moins évident que le milieu est divisé quant à sa conception et au devenir du service public qu'est l'Education Nationale. Même si elle ne résume pas à elle seule toutes les sensibilités qui le traverse, l'opposition républicains / démocrates n'est pas totalement sans fondement. La crise de résultats de l'Ecole publique depuis une vingtaine d'années (stagnation des performances des élèves, augmentation des inégalités) avive bien évidemment ces débats. S'ajoute encore à tout cela la manière de faire vivre la laïcité, en particulier face à l'islam (plus grande visibilité des musulmans, montée de l'islam politique dans la jeunesse).

- 57 -

Il faut reconnaître au moins un mérite au Front National : il a su faire évoluer son discours pour se brancher sur la crise sociale et idéologique que vit le milieu enseignant depuis plusieurs années. Il est en train d'en recueillir les premiers fruits au plan électoral et a su créer une dynamique qui peut lui permettre de progresser encore en 2017. Raison de plus pour déconstruire sa nouvelle offre idéologique de laquelle nous entendons faire une critique radicale : elle n'est ni plus, ni moins qu'une arnaque. Car derrière le discours « républicain », il n'y a eu aucune remise en cause de la haine que ce courant porte à l'école républicaine et à ses enseignants comme le prouve la politique scolaire qui est menée dans les municipalités frontistes.

Le but de ce dossier est de donner les éléments d'analyse de cette arnaque en espérant qu'ils seront le plus massivement possible diffusés auprès des enseignants, en particulier par les forces syndicales qui conservent, dans notre milieu, un ancrage certain, au grand dam des fascistes que demeurent les cadres du FN. Cependant, nous voudrions, pour conclure rappeler quelques éléments positifs qui nous semblent communs aux syndicats enseignants qui peuvent constituer la base d'une nouvelle espérance pour une école républicaine plus égalitaire. Car nous sommes convaincus qu'un positionnement en contre ne suffira pas pour faire reculer le FN durablement. C'est aussi cela être antifasciste !



LE FRONT NATIONAL ET L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE

RECENTRER LES POUVOIRS ENTRE SES MAINS ... POUR MIEUX EMPOIGNER CELLES DU PRIVÉ !

- 58 -

Pour commencer, il est important de comprendre que l'Etat fort défendu par le FN signifie la concentration des pouvoirs et des grands domaines de la société dans les mains d'un pouvoir autoritaire et centralisé. Il est essentiel de saisir cela pour comprendre certains points du programme du FN. La notion de service public, au FN, est à comprendre à travers ce prisme-là, c'est-à-dire vouloir se ré-accaparer les principaux pouvoirs et les principales compétences de l'Etat pour mieux les contrôler, et non comme nous l'entendons nous, progressistes, à savoir un service public où les notions de bien commun, de solidarité, de diversité, d'égalité, de culture sont au cœur du projet ... et bien entendu un service public détaché de tout enjeu économique ou de notion de rentabilité. La décentralisation ou la régionalisation signifie pour les fascistes autant d'espaces, de lieux, de compétences, de domaines qui risquent d'échapper à leur contrôle.

Il n'est en ce sens pas étonnant que, en ce qui concerne l'Enseignement Supérieur, le FN veuille revenir sur la loi d'autonomie des universités notamment. Des universités autonomes ce sont des universités qui échapperaient en partie au contrôle de l'Etat, ce dont il est hors de question pour le parti de Marine Le Pen ! Celui-ci veut avoir le contrôle idéologique, définir les orientations et travailler main dans la main avec le secteur privé.

Voici un 1^{er} extrait du programme du FN sur l'Enseignement supérieur : *« L'enseignement supérieur est dispensé par de multiples acteurs, tant publics que privés, dont les statuts sont très variables. Cette diversité est une richesse qu'il faut conserver. Il incombe toutefois à l'Etat de mieux la contrôler, et de faire preuve de davantage de discernement dans l'aide qu'il octroie aux uns et aux autres. Le seul moyen d'y parvenir est de créer un grand service public national de l'enseignement supérieur ».*

Par ailleurs le FN est très clair lorsqu'il dit vouloir « *Restituer à l'Etat la gestion de la masse salariale et la propriété des bâtiments universitaires* ». Par contre, aucune indication sur la façon dont le FN compte s'y prendre. Et puis, reprendre le contrôle de la masse salariale ... c'est un moyen de mieux la contrôler, et pour parler clairement pour mieux la diminuer, comme l'ont toujours fait les fascistes dans l'Histoire.

Mais malgré cette volonté affichée de retrouver un grand service public national de l'enseignement supérieur, il n'en demeure pas moins que le FN revendique d'un autre côté de « *... généraliser le regroupement des universités en pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES)* ». Rappelons que les PRES, instaurés sous les présidences Chirac et Sarkozy depuis 2006, et contre lesquels la quasi totalité des organisations syndicales s'est battue, avaient justement été lancés pour faire éclater le cadre national et public de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Ces PRES ont également pour vocation d'intégrer des établissements privés, de mettre les universités en concurrence. Il y a donc une contradiction manifeste du FN lorsque celui prétend vouloir revenir sur la LRU d'un côté et revendiquer la généralisation des PRES de l'autre. En effet, la loi LRU, ou relative à l'autonomie des universités, avait pour objectif de transférer aux universités la gestion budgétaire et financière de leurs établissements (jusque-là assurée par l'État), de réformer leur gouvernance, mais aussi d'assurer l'ouverture de l'université sur le monde économique, la possibilité de mettre en place une gouvernance adaptée aux situations locales etc. LRU et PRES font donc partie d'un seul et même rouage au sein d'une machine de guerre contre le service public national d'enseignement supérieur et de recherche. Le FN est, décidément, dans la contradiction pure et simple en revendiquant le retrait de l'un pour soutenir l'autre !

Le FN veut donc: « *créer un grand ministère de l'Enseignement supérieur aux compétences élargies, qui gèrera l'ensemble de l'enseignement supérieur* ». Par compétences élargies il faut entendre la reprise en main de l'ensemble de l'enseignement supérieur : « *Ce ministère devra gérer l'ensemble de l'enseignement supérieur, et non pas seulement une partie de celui-ci comme c'est le cas à l'heure actuelle. Ses compétences engloberont donc notamment les universités, les grandes écoles, les écoles consulaires, les écoles professionnelles, les classes préparatoires et les sections de techniciens supérieurs des lycées. Il pourra ainsi développer une véritable politique globale de l'enseignement supérieur* ».

Il est difficile de cerner les véritables objectifs du FN en terme d'Enseignement supérieur et de Recherche, bien que les seuls éléments clairement énoncés soient la place du privé dans le dispositif de Recherche, combiné à une reprise en main nationale de l'Enseignement supérieur, au sein d'un 'Etat Fort' avec objectifs de rentabilité et au service d'une économie d'industrie. Cet Etat fort, selon le FN, sera le « *fer de lance de la réindustrialisation de la France, avec la mise en place d'une Planification Stratégique* ».

de la Réindustrialisation directement rattachée au Premier ministre, associant établissements universitaires et grandes écoles, filières industrielles et représentants de l'Etat. Elle organisera la réindustrialisation de la France». Il serait à craindre que les filières universitaires de Recherche et d'Enseignement relevant de la culture, du social, des arts etc ... ne soient complètement délaissées, au profit unique de filières dites 'productives'.

UNE RECHERCHE FONDAMENTALE ...MENT TOURNÉE VERS LA SOUMISSION AU SECTEUR PRIVÉ

Dès la 1^{ère} phrase de la partie de son projet relative à la Recherche, le FN n'hésite pas à mettre en avant la recherche fondamentale. Pourtant ce ne sont que des mots, car tout ce qui suit ne fait que mettre en lien recherche et économie, recherche et industrie, recherche et compétition. Des termes pourtant bien éloignés du concept même de recherche fondamentale !

Tout est très clair lorsqu'on s'attarde sur les quelques lignes du projet du FN en matière de recherche. Par exemple : « *Le doctorat ne forme quasiment qu'aux carrières universitaires et de recherche et n'irrigue pas suffisamment la vie professionnelle dans le secteur privé ...* ». Ou bien encore : « *La coopération entre la recherche privée et la recherche publique sera encouragée* ». Puis : « *Afin d'améliorer le fonctionnement des grands centres nationaux de recherche, au premier rang desquels le CNRS, un audit sera réalisé en début de quinquennat par les services de l'Etat et des représentants du secteur privé afin de lutter contre les lourdeurs administratives et de mettre en place des modes de fonctionnement plus simples et dynamiques, adaptés à la compétition internationale* ». Et enfin : « *Le privé et le public doivent dialoguer au-delà des questions de statut, il faut que le fondamental et l'appliqué se complètent* ». Il faudra nous expliquer comment le fondamental et l'appliqué peuvent se compléter, sans que le premier ne soit absorbé par le second !

Par ailleurs, le FN souhaite « *encourager la structuration de la recherche en réseaux pour développer des synergies, tout en donnant à chaque laboratoire de recherche reconnu par l'Etat les moyens de travailler efficacement* ». Mais quels seront donc ces laboratoires de recherche « *reconnus par l'Etat* » ? Des éléments de réponse sont clairement énoncés dans la partie 'Recherche' du programme du FN : « *l'effort de recherche nous semble devoir être porté sur des secteurs-clefs pour la compétitivité de l'économie et de l'industrie française...* ».

La terminologie employée par le FN sur toute la partie 'Recherche' de son projet, ne laisse que peu de doutes quant à la place qui serait laissée non seulement à la recherche fondamentale, mais aussi aux sciences et matières 'non rentables' à savoir en premier lieu les sciences humaines, sciences sociales, filières artistiques. Pour s'en

convaincre, il suffit de voir que le FN entend placer l'Université dans la compétition des classements internationaux : « *Pour renforcer l'attractivité de l'Université, la place des établissements français dans les classements internationaux ...* ». Sachant que le plus connu de ces classements, le fameux classement de Shanghai, ne prend pas du tout en compte les sciences sociales, se fonde, en partie, sur le nombre de publications des chercheurs, et que le FN propose que « *les chercheurs de l'Université n'ayant rien publié pendant une période à déterminer selon les disciplines se verront proposés, sauf cas exceptionnel, une reconversion professionnelle ...* », il n'est pas difficile de comprendre la logique sous-jacente. C'est une vraie notion de rentabilité pour les chercheurs qui est introduite ici avec un gros point d'interrogation sur cette « *période à déterminer* » ainsi que sur les disciplines ciblées ! Enfin, c'est encore et toujours des mesures de répression qui sont proposées par le FN en cas de non alignement, ici carrément une reconversion professionnelle !

Puis le FN, prétextant le mauvais état des finances publiques, n'hésite pas à annoncer que « *les contraintes budgétaires ne permettront qu'un accroissement limité et progressif des sommes consacrées à la recherche publique. C'est donc avant tout par une incitation forte du secteur privé à accroître ses objectifs que cet objectif pourra être atteint* ». Le FN le dit clairement, il faut « *de meilleures synergies public-privé* ». Lors des élections régionales de 2015, Marion Maréchal Le Pen voyait comme solution à une « *politique audacieuse de réindustrialisation* » de la région PACA : « *L'augmentation de l'intervention régionale en matière de financement de la Recherche et de l'enseignement supérieur* », ainsi que la « *multiplication des partenariats entre recherche publique et recherche privée* ».

Enfin, le FN explique que : « *l'effort de recherche nous semble devoir être porté sur des secteurs-clefs pour la compétitivité de l'économie et de l'industrie française dont notamment le développement d'énergies alternatives au nucléaire (énergies renouvelables, mais aussi l'utilisation de l'hydrogène)* ». Sur ce dernier point, nous assistons, de nouveau, à une contradiction majeure du FN : comment promouvoir d'un côté « *le développement d'énergies alternatives au nucléaire* » dans la partie 'Recherche' de leur projet, et dire d'un autre côté, dans la partie 'Défense' du même projet : « *Réaffirmer et préciser notre concept de dissuasion nucléaire, laquelle demeure le fondement de notre stratégie de défense, la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance nationale* » ? Même s'il faut distinguer nucléaire civil et nucléaire militaire, notamment dans le nombre d'installations et de centrales que cela nécessite, il n'en demeure pas moins qu'il y a, là, contradiction idéologique. La France abrite une vingtaine d'installations nucléaires militaires, comportant de fait des risques sanitaires et écologiques. De plus, alors que de très nombreux pays luttent contre la prolifération d'armes nucléaires, le FN ne semble pas s'en soucier et réaffirme même ce type de « *défense* » comme étant le « *fondement de notre stratégie de défense, la garantie ultime de la sécurité et de l'indépendance nationale* ».

LES SATELLITES DU FN À L'UNIVERSITÉ

Les tentatives d'incursion du FN dans la jeunesse et à l'université ne sont pas nouvelles. Moins de 2 ans après la création du FN au début des années 70, le Front National de la Jeunesse (FNJ) faisait son apparition. En 1989, c'est le Renouveau Etudiant (RE) qui est lancé avec comme cible privilégiée les universités. Puis, s'essayant à une stratégie de « *rassemblement plus large* », le RE s'effaça, par exemple au profit du Cercle National des Etudiants de Paris (CNEP), créé en 1990, avec des antennes dans plusieurs villes de France. Mais c'est aussi au travers de diverses tentatives d'infiltration au sein de l'UNI ou plus récemment de l'UNI-MET que le FN essaya à plusieurs reprises de s'implanter dans la jeunesse étudiante, sans grands succès !

Aujourd'hui, outre le FNJ, vitrine officielle dans la jeunesse, présidé par Gaëtan Dussausaye, le FN a lancé en mars 2014 le Collectif Marianne, à destination principale des étudiants. Ce collectif est présidé par David Masson-Weyl, étudiant en double master : relations internationales à Assas et histoire militaire à la Sorbonne. Il est un proche de Florian Philippot.

- 62 -

Il n'est donc pas étonnant que ce collectif mette clairement en avant son côté patriote et républicain, avec en premier lieu le symbole de Marianne. Voici les valeurs mises en avant dans le texte fondateur du collectif : « *Marianne doit être le symbole de la récompense de l'effort, de la reconnaissance de la valeur de chacun, ainsi que de l'exigence et de la rigueur des formations et des attentes. Cette méritocratie doit s'étendre au-delà des murs de l'école : elle doit permettre aux jeunes étudiants de trouver leur place dans un monde du travail de plus en plus incertain, et servir de rempart à leur précarisation rampante. Marianne est protectrice des faibles face à la loi du plus fort. Plus encore, elle est le symbole de la vertu publique qui s'incarne dans l'amour de la patrie et de ses lois. Nous devons lui redonner tout son sens* ».

Moins de deux ans plus tard, la 'Cocarde Étudiante' est lancée, en septembre 2015. Si celle-ci n'est pas officiellement liée au FN, elle est composée en grande partie de ses membres, aux côtés de militants des Républicains et de Debout la France. Par ailleurs, Gaëtan Dussausaye, président du FNJ était présent à la soirée de lancement de la Cocarde Étudiante, le 2 octobre 2015, à Paris. La 'Cocarde Étudiante' revendique une quinzaine de sections en France, et se réclame du Gaullisme et du Souverainisme. Son président, Maxime Duvauchelle, étudiant à Assas, est un ancien de l'UNI et un ex responsable des jeunes de la Droite Populaire, aile droite de l'UMP qui regroupait entre autres d'anciens militants du GUD (Groupe Union Défense, groupuscule fasciste), et dont la figure de proue était Thierry Mariani.

On y retrouve notamment Kelly Betesh, candidate FN à Paris lors des dernières élections régionales qui s'était illustrée en tweetant que « *le sida n'existe pas...* », et responsable de

La 'Cocarde Étudiante' à Paris-Descartes. Ou bien encore Gilles Parmentier, conseiller municipal FN à Villiers-sur-Marne (94), que l'on retrouve à la 'Cocarde Étudiante' de l'université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis.

La stratégie est donc visiblement d'y aller 'tous azimuts', puisque l'on pourra se rendre compte que les discours de ces collectifs sont parfois opposés. Par exemple sur l'autonomie des universités, qui est un point majeur, nous aurons d'un côté le Collectif Marianne qui indique clairement dans un communiqué du 10 avril 2015 : « *Le Collectif Marianne rappelle également son opposition ferme à l'autonomie des universités* » ; et de l'autre Maxime Duvauchelle, président de la 'Cocarde Étudiante', qui revendique, dans une interview du 12 septembre 2015 : « *Nous allons également nous battre pour l'indépendance des universités.* », et de revendiquer plus d'autonomie pour les universités ! Dans une autre interview, datant du 1^{er} octobre, il indique : « *De plus, souverainisme est synonyme de liberté et d'indépendance. Nous voulons des Universités libres dans leur façon de transmettre le savoir. Il est inconcevable de soutenir aujourd'hui le cadrage national des diplômés qui tend à uniformiser les filières partout en France* ».

Mais absolument rien d'étonnant dans ces apparentes contradictions, puisqu'il suffit d'observer les régulières différences de tons et de discours entre une Marion Maréchal Le Pen dans le Sud-Est, une Marine Le Pen dans le Nord-Pas-de-Calais, ou encore un Florian Philippot dans l'Est lors des récentes élections régionales ! Qu'importe de diverger sur certains points, l'important est de s'adresser le plus largement possible, et de rassembler un maximum de jeunes « nationalistes », « patriotes », « souverainistes » etc ... réunis, malgré leurs nuances, autour d'un socle idéologique commun qui est celui de la préférence nationale, qui repose sur le racisme !

Par ailleurs, outre une volonté de s'implanter dans la jeunesse et dans les universités, la création de ces collectifs permet notamment au FN de former ses futurs cadres, de permettre à de jeunes militants de faire leurs premières armes.

LA MÉRITOCRATIE, FER DE LANCE DE LA SÉLECTION POUR LE FN ET SES SATELLITES

Le FN, comme le collectif Marianne ou encore la 'Cocarde Étudiante', affichent donc sans complexe leur opposition à ce qu'ils nomment « *l'égalitarisme* », pour promouvoir cette fameuse méritocratie. L'origine sociale des jeunes ou encore les difficultés économiques auxquelles ils sont très souvent confrontés ne comptent pas. Il y a les bons et les mauvais étudiants, les faibles et les forts. Il faut pousser ces derniers et réorienter les autres vers des filières « *adaptées* », autrement dit des sous-filières comme le propose très clairement le Collectif Marianne : « *Le Collectif Marianne a déjà proposé une diversification des parcours à l'entrée à l'université afin de soutenir les étudiants* ».

les plus faibles, une orientation active massive afin de limiter l'échec en première année et la possibilité de suivre des cursus renforcés pour les meilleurs étudiants. Tous les étudiants sont différents, et c'est agir contre leurs intérêts de refuser de voir qu'ils n'ont pas les mêmes besoins». Effectivement tous les étudiants sont différents, certains travaillent 20 h par semaine à Mac Do, d'autres sont logés dans des taudis, tandis qu'un certain nombre n'ont pas besoin de travailler et sont confortablement installés ! Mais cela le Collectif Marianne ne le voit pas et insiste : « *nous défendons la méritocratie française, qui a su pendant des décennies allier l'égalité à l'excellence, la réussite personnelle à l'intérêt général* ». Une méritocratie, associée à la notion 'd'ascenseur social', effectivement depuis longtemps intégrée à l'idéologie républicaine française, mais qui n'a justement jamais su allier 'égalité' et 'excellence', ou encore 'réussite personnelle' et 'intérêt général'. En effet, toutes les statistiques sur la reproduction sociale le démontrent, l'école n'efface pas les inégalités sociales ! Certain-e-s s'en sortent, au prix d'efforts immenses, et sont mis en avant. Mais c'est loin d'être le cas pour l'extrême majorité de jeunes issus des classes populaires ...



- 64 -

Dans un communiqué datant du 25 juin 2015, intitulé « *Parcours d'excellence à Rennes 1 : une idée à généraliser* », ce même Collectif Marianne explique : « *sélectif, ce parcours est censé permettre aux meilleurs étudiants de bénéficier de cours supplémentaires et ainsi d'être à l'avenir plus attractifs sur le marché du travail* » et précise : « *Il est vain de croire que l'intégralité des étudiants d'une promotion ont tous les moyens de suivre le parcours général qui leur est offert [...] Le Collectif Marianne propose la généralisation de ces parcours différenciés qui ont fait leurs preuves* ». La solution du Collectif Marianne est donc la création de parcours différenciés, de filières d'excellence. Ce n'est là rien d'autre que des études à deux niveaux pour deux catégories de population, des « *filières d'excellence* » reconnues « *attractives* » et les autres filières considérées comme des filières au rabais ! Au même titre que des établissements universitaires à deux vitesses, entre établissements de prestige et ceux de seconde zone, les emplois qui suivront seront aussi différenciés, emplois stables ou précaires ! En définitive, le Collectif Marianne propose plus de sélection à l'université ... à l'entrée comme à la sortie !

Mais ce principe de méritocratie se retrouve aussi bien évidemment dans le projet du FN, où nous pouvons lire : « *Rétablissement du principe d'égalité et de méritocratie : bannissement des pratiques de discrimination positive dans tous les secteurs de la société (école, université, entreprise, administration)* ». Là encore le FN essaie de nous faire croire que la méritocratie est conciliable avec le concept d'égalité alors qu'elle en est l'exact opposé !

Ce fut aussi une des propositions de Marion Maréchal Le Pen dans son programme régional de 2015 : « *la valorisation du mérite et de l'effort avec la mise en place d'une bourse régionale* ». Enfin, c'est aussi et évidemment la 'Cocarde Étudiante' qui s'inscrit

totalemment dans cette ligne, comme elle l'a tweeté le 21 octobre 2015 : « *l'accord de bourse sur critères sociaux est totalement à revoir. Le principe de méritocratie est à prendre en compte* ».

Derrière toute cette terminologie c'est une volonté très forte à beaucoup plus de sélection à l'entrée de l'Université. Et c'est aussi une séparation 'quasi-naturelle' à en croire les dires et écrits de ces organisations, où il y a d'un côté les bons étudiants et de l'autre les mauvais, les forts d'un côté, les faibles de l'autre, sans jamais prendre en considération les conditions de vie de ces mêmes étudiants, les origines sociales, les difficultés économiques, etc. C'est la fin d'une université pour toutes et tous !

Par ailleurs, la méritocratie est l'apologie de l'individualisme, c'est mettre en avant la réussite et l'effort personnel, sans aucune considération sociale. Et si la réussite n'est pas au rendez-vous, c'est l'Etat 'paternaliste' ou la Marianne 'maternelle' qui viendra à l'aide des plus faibles ! La solidarité, le collectif, l'entraide, un vocabulaire bien étranger aux fascistes !

NATIONALISME, PATRIOTISME, SOUVERAINISME ... RACISME !

C'est évidemment aussi de ce côté là que, malgré des nuances dans les termes, tout le monde se retrouve : séparer les étudiant-es français-es des étudiant-es étranger-es ! Nous retrouvons par exemple le classique visage raciste du FN, comme ici concernant la politique du logement étudiant : « *L'Etat y remédiera en engageant une politique volontariste de construction et en accordant une priorité d'accès à ces logements aux étudiants français* ».

Alain Avello, président du Collectif Racine et candidat FN aux élections régionales en Pays de la Loire, déclarait en novembre 2015 : « *L'attribution automatique de bourses pour les étudiants étrangers se situe aux antipodes de la reconnaissance du mérite, outre qu'elle constitue un cas d'école de 'préférence étrangère' [...] Quel mépris pour les étudiants français et leurs familles appartenant à la classe moyenne...* ». C'est tout d'abord faux ! Le FN, comme souvent, cherche ici à opposer étudiants français et étrangers, en stigmatisant ces derniers, et alléguant qu'ils y seraient pour quelque chose dans les difficultés sociales et économiques rencontrées par les étudiants français.

Dans un communiqué datant du 16 septembre 2015, le collectif Marianne s'insurge : « *L'Université française choisit de financer rubis sur ongle la scolarité de migrants arrivés illégalement sur le sol européen. Pis encore, le 8 septembre dans un communiqué, le CNOUS a fait savoir que ces migrants bénéficieraient d'un 'traitement prioritaire' quant à leurs demandes d'aides financières et de logements ; donc au détriment des étudiants modestes qui sont pourtant très nombreux à ne pas pouvoir être logés par le CROUS. Cette exonération de frais d'inscription cumulée au logement gratuit, aux soins gratuits*

garantis par l'Aide Médicale d'Etat (AME) et à l'allocation de subsistance versée à tous les demandeurs d'asile entraîne une situation ubuesque dans laquelle il vaut mieux être un « réfugié » qu'un étudiant issu des classes moyennes ou populaires pour étudier dans de bonnes conditions en France». La méthode est bien connue, partir d'un état de fait réel, à savoir ici la précarité étudiante, et en faire porter la responsabilité à une autre catégorie d'étudiants tout aussi, voire beaucoup plus précaire. Au passage, laisser passer l'idée que l'AME, cumulée à l'ADA (Allocation pour Demandeurs d'Asile, qui s'élève à moins de 7 euros par jour pour bon nombre d'entre eux) et à une chambre universitaire permet à un « réfugié » d'étudier dans de bonnes conditions est tout simplement scandaleux et mensonger !

Selon les chiffres récents, il y a environ 2 500 000 étudiant-es en France, et environ 295 000 étudiant-es étranger-es accueillis en France en 2013-2014, selon les chiffres du MENESR (Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche), soit tout juste 12 % du totale des étudiants. Mais au sein de ces étudiants étrangers combien de demandeurs d'asile ? De migrants ? De réfugiés ? En clair combien de ceux qu'accuse le FN de voler les droits des étudiants français ?

- 66 -

On sait qu'environ 79 000 demandes d'asile ont été enregistrées en France en 2015, selon l'OFPR (Office Français de Protection des Étrangers et Apatrides). Au total, le nombre de décisions d'accord d'un statut de protection (réfugié et protection subsidiaire) prises par l'OFPR et la CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile) s'établit en 2015 à 19 447. En partant du principe que tous ne sont évidemment pas étudiants, on peut se rendre facilement compte de la part dérisoire qu'ils représentent parmi les étudiants en général. Comment, dans ces conditions, les quelques (faibles) droits dont ils jouissent pourraient-ils impacter le nombre exorbitant d'étudiants en situation précaire ?

Par ailleurs, l'OFPR précise aussi que les principaux pays d'origine des demandeurs d'asile sont la Syrie, le Soudan et le Kosovo. 3 pays qui n'apparaissent pas dans le classement des 20 premiers pays d'origine des étudiants étrangers en France !

En bref, le FN se garde bien de donner des chiffres car cela montrerait clairement que le phénomène qu'il « dénonce » est très minoritaire. Quand on sait qu'un étudiant sur deux est contraint de travailler pour financer ses études, et que la précarité étudiante est un phénomène d'ampleur concernant plusieurs centaines de milliers de personnes, la mise en corrélation avec des aides accordées à des étudiants demandeurs d'asiles est une escroquerie pure et simple opérée par le FN !

De son côté la 'Cocarde Etudiante' n'a pas hésité, à l'occasion des élections aux conseils centraux de fin 2015, à sortir une affiche avec le slogan : « 225 000 000 € d'APL en moins ... pour construire des HLM et loger des migrants ?! » avec comme photo de fond un rassemblement de jeunes gens originaires d'Afrique du Nord, barrée d'un grand STOP !

CONCLUSION

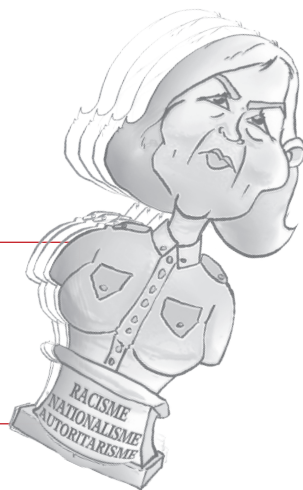
En fin de compte comme sur de nombreux points de son programme, le FN est très proche des politiques mises en place par les différents gouvernements successifs depuis de nombreuses années en matière d'Enseignement Supérieur et de Recherche. Politiques d'ailleurs dictées par les stratégies européennes (Stratégie de Lisbonne en particulier), alors que « *l'Europe de Bruxelles* » est soi-disant l'ennemie jurée du FN ! Ces politiques n'ont qu'un seul et unique objectif : la mainmise du secteur privé sur l'Enseignement Supérieur et en matière de recherche. La différence majeure est dans le fait que le FN souhaite en contrôler le plus possible l'orientation au sein d'un Etat fort qui définirait les lignes stratégiques et opèrerait une sélection sans précédent à l'entrée à l'université, sur des bases sociales comme sur la séparation entre étudiant-es étranger-es et français-es !

Les propositions du FN ne sont donc, en soi, pas très novatrices, et le patronat pourra s'y retrouver largement. Les laboratoires de recherche qui seront soutenus seront ceux qui rempliront les objectifs définis par cet Etat fort, c'est-à-dire ceux qui soutiendront les « *secteurs-clefs pour la compétitivité de l'économie et de l'industrie française* ».

Pour finir, il est important de signaler que dans la partie de son programme concernant la Recherche, comme sur celle concernant l'Enseignement Supérieur, il n'y a pas un seul mot sur la recherche ou les filières en sciences humaines, sciences sociales, culturelles et artistiques. Cela en dit long sur ce que pense le FN et sur sa vision d'une société « débarrassée » de toute formation à l'esprit critique, à penser le monde qui nous entoure, à le faire évoluer dans des domaines qui ne répondent pas aux critères économiques et de la compétitivité.



**LE PROCHAIN OUTIL DE VISA
POUR LUTTER CONTRE LE FN
PARAÎTRA EN JANVIER 2017**



- 68 -

Dans cette brochure, nous poursuivrons la publication de notre chronique « *Lumière sur mairies brunes* » (abordant, cette fois, le second semestre 2016), nous porterons également un coup de projecteur sur les sujets exclusivement syndicaux et salariaux du programme électoral du FN, nous aborderons, au travers d'un dossier, le « *FN et les lois Macron Rebsamen* », nous reviendrons sur les attaques anti syndicales dans les mairies brunes depuis le printemps 2014, nous analyserons la précarisation des salarié-es dans les mairies brunes et les attaques anti sociales. Enfin, ce nouvel argumentaire comprendra un chapitre consacré à la relation « *FN et fonctionnaires* » et se conclura par un point d'actualité sur la campagne unitaire « *femme* ».

VISA A DÉJÀ PUBLIÉ

- ▼ Le FN au travail
(2003, Editions Syllepse)
- ▼ FN, le pire ennemi des salarié-e-s
(2010, auto édition)
- ▼ Contre le programme du FN, un argumentaire syndical
(2012, auto édition)
- ▼ Barrage syndical antifasciste
(2014, auto édition)
- ▼ Lumière sur mairies brunes
(2015, Editions Syllepse)

ATTENTION

Seules les trois dernières publications sont encore disponibles et peuvent être commandées sur notre site www.visa-isa.org

*CETTE BROCHURE EST ÉDITÉE
PAR VIGILANCE ET INITIATIVES SYNDICALES ANTIFASCISTES*

- SEPTEMBRE 2016 -

En France, comme dans bien trop d'endroits du monde, l'extrême-droite progresse dans les têtes et dans les urnes. Des résistances, réponses et ripostes existent pour la contrer, elles connaissent des réussites, mais aussi des échecs. La résignation serait notre tombeau, la persévérance demeure notre salut.

Ce fascicule/argumentaire se veut être un des éléments utiles à la lutte contre la montée des idées fascisantes dans nos sociétés en crise. Composé par les militant-es de VISA, il apporte des réponses syndicales à celles et ceux qui refusent de voir le Fn, le pire ennemi des salarié-es, prendre le pouvoir en 2017, seul ou avec des alliances.

On y trouve l'analyse du positionnement du Fn sur la Loi travail, qui montre bien que ce parti va à l'encontre des intérêts des salarié-es. Un long chapitre est consacré aux orientations du Fn en matière d' Education nationale, son dernier terrain de chasse.

Dans la continuité du livre « Lumière sur mairies brunes », publié par VISA en 2015, la gestion municipale des villes gérées par l'extrême droite est passée au peigne fin, sur la période du premier semestre 2016.

Et puisque les présidentielles 2017 sont dans le viseur des cadres du Fn, les premières annonces du programme électoral du parti fasciste sont décortiquées et assorties de réponses syndicales.

Enfin, ce fascicule est illustré par les dernières affiches de VISA, à commander gratuitement et sans modération par mel : assovisabis@gmail.com

Septembre 2016

VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) est une association intersyndicale unitaire composée d'une cinquantaine de structures syndicales : La FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT et le Syndicat de la Magistrature.

Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes
80/82 rue de Montreuil - 75011 PARIS
<http://www.visa-isa.org/>

Association Visa



Face au FN

et à toute l'extrême droite,

**RÉPONSES &
RIPOSTES
SYNDICALES**

